

SAINT-QUENTINOIS

Les parlementaires ont donné 430 000 €

C'est la participation, en 2015, des députés Jean-Louis Bricout et Xavier Bertrand ainsi que la sénatrice Pascale Gruny, aux différents projets, reconnus d'intérêt général.



La réserve parlementaire, une manne non négligeable. Chaque député et sénateur disposent d'une enveloppe chaque année. Elle est répartie au prorata des groupes politiques de l'assemblée nationale et du sénat. En 2015, les députés Xavier Bertrand et Jean-Louis Bricout et la sénatrice Pascale Gruny ont abondé à des projets d'intérêt général pour 430 000 €. De quoi s'attirer les bonnes grâces des élus locaux mais aussi et surtout, d'améliorer le quotidien d'association, de communes. Mais pas seulement, car tous les trois cajolent le diocèse de Soissons, Laon et Saint-Quentin...

936 000 € de subventions. Le maire de Bohain-en-Vermandois a également participé au changement des vitraux de l'église de Wassigny (4 000 €), à la rénovation de celle de Tupigny (2 000 €) et celle de Chevrésis-Monceau (1 800 €) pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite. Le stade municipal de La Capelle dispose de vestiaires et de douches réhabilités avec l'aide de 10 000 € du député.

2 XAVIER BERTRAND : 158 065 € Quarante-cinq projets ont été financés avec sa réserve parlementaire. La plus gâtée, en 2015, a été la commune d'Itancourt du maire Julien Dive, qui a succédé à Xavier Bertrand, en mars 2016, à l'assemblée nationale. 12 000 € ont été versés pour la cinquième tranche des travaux du réseau d'eau potable et de l'enfouissement des réseaux. La rue de la Barrière, à Brissy-Hamégicourt, a bénéficié de 10 000 €, la rénovation

de la toiture des salles associatives de Rouvroy également ainsi que Saint-Simon pour l'enfouissement des réseaux. La gendarmerie peut également remercier l'ex-député Bertrand pour le changement des baies vitrées de la brigade de Le Catelet (4 000 €). Xavier Bertrand est aussi sensible à la préservation des églises : il a ainsi participé à la rénovation de la statue Saint-Martin de l'église de Remigny (3 500 €), le sauvetage et la mise en sécurité des vitraux de l'église de Saint-Simon (3 000 €) et la mise en conformité de l'installation électrique de l'église de Dury (2 500 €).

3 PASCALE GRUNY : 143 463 € La sénatrice de l'Aisne s'est montrée généreuse pour les travaux d'étanchéité du château d'eau d'Aubigny-aux-Kaisnes et la mise en sécurité des accès. Avec 12 000 €, c'est la plus importante contribution de l'année 2015 pour Pascale Gruny. Elle a aussi participé à la rénovation d'un parking à Rozoy-sur-Serre (7 000 €) ainsi qu'à l'aménagement sécuritaire et paysager de la place de Verdun et de la rue des Docteurs, à Étreillers (6 000 €). L'aménagement paysager et la mise en valeur de la salle

des fêtes d'Attilly ont bénéficié de 5 715 € et Fluquières, la commune dirigée par Pascal Cordier a construit un bâtiment communal pour le stockage du matériel financé à hauteur de 2 000 € par la sénatrice. Qui elle aussi tient à apporter sa pierre à l'édifice des églises. La toiture et le chœur de l'église de Trefcon ont été rénovés avec l'aide de la sénatrice (2 000 €) ainsi que celle de Becquigny pour des travaux de drainage et le remplacement des gouttières (1 800 €). ■

JEAN-LOUIS BRICOUT : 130 000 € Le député de la 3e circonscription de l'Aisne a versé la plus grosse part (23 000 €) de son enveloppe... à la reconstruction de l'église de Lerzy, ravagé par un incendie en mars 2014. Les travaux ont débuté l'an passé. Ils ont été évalués à 2,2 millions d'euros, dont

HAUTS-DE-FRANCE

Pour favoriser l'emploi, la Région finance la garde d'enfants

Après l'aide au transport et le prêt de véhicule, voici l'aide à la garde d'enfants. La Région poursuit ses efforts pour favoriser le retour à l'emploi.

■ Décidément, la Région enchaîne les dispositifs en matière d'aide au pouvoir d'achat ou de retour à l'emploi, concrétisant peu à peu, les promesses de campagne de Xavier Bertrand... Après le Proche'Emploi, l'aide au transport et le prêt de véhicules, le conseil régional Hauts-de-France a officiellement adopté jeudi un dispositif d'aide à la garde d'enfants.

Le principe, calqué sur le schéma éprouvé de l'aide au transport est simple : 20 euros par mois par enfant pour un ménage dont le revenu n'excède pas 3 400 euros par mois (soit trois fois le SMIC) ; 30 euros pour les familles monoparentales dont le revenu, est inférieur à 2 280 euros par mois (soit deux fois le SMIC). Les enfants devront être âgés de moins de trois ans.

40 000 enfants potentiellement concernés par ce dispositif

La motivation reste celle mise en avant lors du lancement de l'aide au transport ou du prêt de voiture : la présence d'un enfant et les difficultés liées à la garde, plus précisément au coût de cette dernière, ne doivent plus constituer un frein au retour à l'emploi.

Pas moins de 40 000 enfants sont potentiellement concernés par ce dispositif (très jeune, la région compte plus de 230 000 enfants de moins de trois ans) dont on imagine qu'il devrait très vite, rencontrer un gros succès.

Conditions pour en bénéficier :

avoir évidemment un ou plusieurs enfants, disposer d'un contrat de travail ou suivre une formation qualifiante,

➔ **« Avoir une région proche de ses habitants. De ceux qui cherchent un emploi, mais aussi de ceux qui travaillent. »**

apporter la preuve que les deux parents travaillent quand il s'agit d'un ménage, faire appel à un système de garde d'enfants agréé par la CAF pour un minimum de 20 heures par mois. Enfin...

Exactement comme pour l'aide au transport, l'inscription et les



Comme elle l'a fait pour les problèmes de mobilité, la Région met en place une aide à la garde d'enfants. Les familles bénéficieront de 20 euros par mois.

demandes se feront en ligne. La plateforme ouvrira dès lundi, les premières prestations devraient être réglées au mois de mars.

Ce système, si l'on en croit la Région, est une première en France et se veut un élément marquant de la philosophie mise en œuvre par l'équipe majoritaire. « Il s'agit d'avoir une région proche de ses habitants, martèle Xavier Bertrand. Proche par sa présence sur le territoire au travers notamment de ses antennes territoriales qui se mettent en place, et proche de leurs préoccupations avec des

aides directes en direction de ceux qui cherchent un emploi, mais aussi de ceux qui travaillent ».

Histoire d'amorcer la pompe, le conseil régional a voté hier une première enveloppe de 1,5 M€ immédiatement disponible. En année pleine, la dépense pourrait atteindre 8 M€.

Même le Front national a approuvé le dispositif, évitant soigneusement, cette fois, de parler de marketing politique comme il avait pu le faire avec l'aide au transport. La mesure, il est vrai, répond à besoin. Et tout l'intérêt cette fois, aura consisté à faire coïncider la préoccupation politique, avec une attente réelle.

PHILIPPE FLUCKIGER
(Courrier picard)

ELLE PRÊTE AUSSI UNE VOITURE



C'était la semaine dernière, Xavier Bertrand remettait symboliquement les clés de la première voiture prêtée par le conseil régional à une salariée en période d'essai. Éducatrice spécialisée domiciliée à Lille, Nathalie Cojan, 37 ans a ainsi pu honorer une proposition de CDD dans un institut de Saint-Saulve, aux portes de Valenciennes. Présenter une proposition de job, être titulaire du permis de conduire, verser une caution, régler une facture de 2 € par jour et s'engager à restituer le véhicule à l'issue de la période d'essai : telle est la formule permettant d'accéder à ce service de Proch'Emploi.

AN 4/02

CHEMIN DES DAMES

François Hollande doit venir

Alors qu'il est désormais acquis que le président de la République François Hollande sera présent avec le Premier ministre du Canada Justin Trudeau, le dimanche 9 avril, pour la grande cérémonie organisée par la Mission du Centenaire sur la Crête de Vimy, pour se souvenir du sacrifice des soldats canadiens, on n'a toujours pas confirmation de la venue du chef de l'État pour cet autre grand temps mémoriel, le dimanche 16 avril, à Cerny-en-Laonnois, pour la commémoration de l'offensive Nivelle sur le Chemin des Dames où tant de poilus ont été sacrifiés.

Le grand-père du Président, Gustave Hollande, s'est battu dans ce secteur et son petit-fils l'avait rappelé en 2014, en accompagnant une étape du Tour de France tracée sur le parcours des poilus. Son absence serait incomprise

Culture pour tous et partout

HAUTS-DE-FRANCE Une culture aux petits oignons, un actif à la création, des moyens : voilà la nouvelle politique culturelle.

Une politique culturelle résolument nouvelle qui se veut plus que la synthèse des politiques menées précédemment par les deux régions... C'est l'ambition affichée par le conseil régional qui a adopté jeudi une délibération cadre mettant en musique les 42 propositions retenues à l'issue d'une vaste concertation avec le monde culturel lui-même. Soucieuse de se construire une légitimité au sein d'un milieu souvent étiqueté de gauche, la nouvelle majorité – de droite – avait opté pour ce schéma inédit ; une quinzaine de rencontres à travers tout le territoire auxquelles avaient participé un bon millier d'acteurs du monde culturel. Ceux-là avaient manifestement apprécié la démarche, en témoigne l'ambiance chaleureuse qui avait régné lors de la réunion de restitution à la Maison de la Culture d'Amiens, il y a quelques semaines.

Un processus qui a donc accouché d'une nouvelle philosophie, savant mélange de proximité, d'incitation à la création et de volonté de faire rayonner les Hauts-de-France dans et hors de leurs frontières. « Notre projet s'adresse aux six millions d'habitants de la région », rappelle François Decoster, vice-président en charge de la culture pour qui l'enjeu prioritaire est une culture pour tous, partout.

SACRO-SAINTE LIBERTÉ DE CRÉATION

Traduction concrète de cette approche : la Région annonce la mise en place d'un dispositif qui permettra à chaque habitant de la région de voir un spectacle gratuit par an près de chez lui. Évoquant le sacro-saint principe de la liberté de création –



La nouvelle politique culturelle a été élaborée en concertation avec le monde culturel lui-même.

« Un point qui nous différencie fondamentalement de l'opposition Front national » dit le même François Decoster – la Région entend se positionner au côté des artistes, au travers de multiples dispositifs dont un baptisé « émergence » permettra de repérer et d'accompagner les jeunes créateurs. Autre ambition : la sécurisation des filières artistiques et culturelles via des contrats pluriannuels de 6 ans, la recherche de mécènes et la création d'un label régional. En contrepartie, les acteurs

culturels s'engagent à s'ouvrir le plus largement possible aux publics en décentralisant leur production et en pratiquant une politique tarifaire préférentielle. Objectif : équilibrer sur l'ensemble du territoire une offre culturelle trop souvent concentrée sur les grandes agglomérations. Le dispositif « hors les murs » soutiendra ainsi les démarches mobiles, le dispositif « résonance » accompagnant quant à lui la décentralisation d'événements et de festivals. ■

PH. FLUCKIGER

UN BUDGET AUGMENTÉ DE 14 %

Signe tangible de cette montée en puissance de la culture dans le projet régional : le budget qui lui sera consacré en 2017 passe à 83 M€ (70 M€ en 2016) avec en ligne de mire une somme de 110 M€ par an à échéance du mandat

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Des étudiants oubliés des aides de la région

Écartés d'une aide pour leur stage à l'étranger, des BTS amiénois verront leur cas reconsidéré.

AMIENS De passage au stand de la Région au forum du lycéen le 28 janvier dernier, des étudiants en BTS commerce international du lycée Édouard Gand d'Amiens ont reçu comme une douche froide. Alors qu'ils sont tenus d'effectuer un stage à l'étranger de huit semaines, obligatoire pour valider leur première année, « on nous a appris que nous n'aurions pas d'aide pourtant promise par le Conseil régional », nous ont alerté cette semaine des étudiants. Et pour cause, le règlement de la nouvelle bourse « Mermoz » à la mobilité internationale des Hauts-de-France (400 euros maxi par mois), stipule qu'elle n'est accessible qu'aux étudiants « à partir d'un niveau Bac+2 ». Qui ont donc déjà validé leur première année.

PÉTITION EN LIGNE

Normal de prime abord, car les stages à l'étranger ont lieu généralement à partir de la deuxième année. Sauf que la Région n'avait pas pris en compte l'existence d'exceptions. Dont celle du BTS commerce international, pour lequel cette expérience internationale s'opère dès la première année.

Devant l'urgence de leur départ prévu dans trois mois, la trentaine d'étudiants de la section amiénoise



La « bourse Mermoz » de la Région alloue 400 euros maxi par mois pour les stages à l'étranger.

a lancé mercredi une pétition en ligne (183 signatures en deux jours), tandis que leur lycée a tenté d'obtenir des explications officielles. « Nous n'avons pas tous nos parents derrière pour payer », nous a conté, inquiète, une étudiante (sous anonymat), sachant que les séjours prévus en Espagne, en Suède ou aux États-Unis chiffrent entre 800 et 2000 euros. Contacté vendredi par nos soins, Ni-

colas Lebas, le vice-président chargé de l'enseignement supérieur, a d'abord pris attache avec le proviseur du lycée Edouard-Gand, avant de nous répondre, reconnaissant une erreur d'appréciation. « Nous allons reconsidérer leur cas. J'ai demandé aux services de faire preuve de bienveillance », nous a assuré l'exécutif. Qui va donc pouvoir tenir sa promesse « de faciliter la mobilité de tous les étudiants ». ■ GAËL RIVALLAIN

CENTENAIRE 14-18

François Hollande très attendu au Chemin des Dames le 16 avril

Passé par le Chemin des Dames lors du Tour de France 2014, le président Hollande est très attendu pour le centenaire de l'offensive Nivelle. Là où son grand-père Gustave a combattu.



En juillet 2014, François Hollande avait profité d'une étape du Tour de France pour s'incliner à la nécropole de Cerny-en-Laonnois puis visiter au pas de course la caverne du Dragon. (Photo d'archives)

S'il ne venait pas, ce serait au minimum une énorme déception. Présent aux cérémonies de Verdun et de la Somme en 2016, dans le cadre du centenaire de la guerre 1914-1918, François Hollande serait bien inspiré, sauf cas de force majeure, à ne pas manquer la cérémonie des 100 ans de l'offensive Nivelle du 16 avril 1917 au Chemin des Dames, dans l'Aisne. Son absence serait considérée comme anormale.

C'est du moins la conviction de beaucoup de personnes dans le département de l'Aisne, qui exerce un énorme travail de mémoire depuis de nombreuses années sur l'histoire des lieux meurtriers et marqués par les mutineries et les fusillés pour l'exemple.

La commémoration nationale d'État se déroulera juste une semaine avant le premier tour de

l'élection présidentielle, pour laquelle le président sortant ne se représentera pas, ce qui constitue déjà une première dans l'histoire de la République. Jamais à ce jour un président en exercice n'a assisté à une cérémonie officielle au Chemin des Dames, élément supplémentaire laissant à penser que François Hollande sera bien là le 16 avril. Une semaine plus tôt, le 9 avril, le président Hollande est déjà invité par les Canadiens à assister au 100^e anniversaire de la bataille d'Arras, à Vimy. Bien sûr, le contexte national et international invite à laisser planer le doute le plus longtemps possible. « Rien n'est établi. Il viendrait à coup sûr dans l'Aisne, à 80 %, prédit un bon connaisseur du dossier.

Dans la matinée du vendredi 3 février, le directeur de la mission nationale du Centenaire 14-18, Joseph Zimet, a visité les différents

lieux qui accueilleront des cérémonies et des hommages le 16 avril dans l'Aisne : Craonne et le plateau de Californie, la caverne du Dragon à Oulches-la-Vallée-Fou-

lon, où sera notamment inaugurée la nouvelle sculpture de Haïm Kern, « Ils n'ont pas choisi leur sépulture », et la nécropole de Cerny-en-Laonnois, où se déroulera la cé-

réémonie militaire.

Le 10 juillet 2014, lors de l'étape du Tour de France Arras-Reims qu'il suivait dans la voiture du directeur de course Christian Prudhomme, François Hollande s'était incliné à la nécropole de Cerny-en-Laonnois avant de visiter au pas de charge la caverne du Dragon, quelques kilomètres plus à l'est. Le président du département de l'époque, Yves Daudigny (PS), lui avait offert un casque Adrian et François Hollande avait promis qu'il offrirait une photographie de son grand-père Gustave à Franck Viltart. Celui qui avait exhumé la fiche militaire de Gustave Hollande, à l'assaut du plateau de Californie depuis Craonne le 16 avril 1917. Le président de la République ignorait ces précisions et c'est une raison supplémentaire pour qu'il soit en première ligne des commémorations le 16 avril au Chemin des Dames. ■ NICOLAS TOFFI

LA CHANSON DE CRAONNE SERA BIEN ENTONNÉE

Retirée du programme d'une cérémonie franco-allemande dans la Somme (à Fricourt) l'an dernier, la Chanson de Craonne sera bien chantée sur ses terres d'origine en 2017, au Chemin des Dames. La polémique de 2016 d'un possible acte de censure ne devrait pas se reproduire dans l'Aisne au printemps. Le secrétaire d'État aux Anciens combattants Jean-Marc Todeschini, attendu courant février dans l'Aisne, devait officiellement confirmer que la chanson symbole du malheur des Poilus sera bien au programme des commémorations. « Personne n'aurait pu m'interdire de la chanter », prévenait déjà Noël Genteur, l'ex-maire de Craonne, dont la marche du souvenir le 16 avril aux aurores attire des milliers de pèlerins. La célèbre chanson figure aussi dans un CD exceptionnel, « Adieu la vie, adieu l'amour », qui sera distribué gratuitement pour le centenaire. Plusieurs chanteurs, dont l'Axonais François Guernier, ex-Tichot, participent aux neuf titres, *La butte rouge*, des poèmes adaptés et des compositions, dont Sanseverino qui interprète *La chanson de Craonne*.

Du vert sur les rames des TER Hauts-de-France

D'ici à 2021, les 245 rames TER revêtiront une nouvelle livrée. Le vert y sera très présent.



Du bleu, du vert, du gris... La première rame Jumbo, flambant neuve, dans l'atelier de finition de Bombardier. L'usager picard ne sera pas vraiment dépaycé.

Oubliée la belle livrée Nord-Pas-de-Calais version jaune d'œuf sur fond bleu. Oublié, aussi, le cœur qui enfonce un beffroi emblématique. Dévoilée en grande pompe dans l'usine Bombardier de Crespin près de Valenciennes, la nouvelle livrée des TER Hauts-de-France, si elle tranche nettement avec celle des rames NPDC, ne devrait en revanche pas dépayser l'usager picard.

La Région a en effet choisi de reprendre le vert prairie marqueur depuis une bonne décennie du TER Picardie. La nouveauté, c'est donc le logo Hauts-de-France (dessiné, rappelons-le, par une étudiante de l'ESAD Amiens) apposé sur les grands aplats verts situés entre les portes. Bon, on sait que les goûts et les couleurs ça ne se discute pas. Pour autant, on se dit qu'un peu d'originalité n'eût pas fait de mal. Tant qu'à changer... Mercredi, alors que Xavier Bertrand procédait au lancement officiel de cette nouvelle identité visuelle, la rame Hauts-

750

Le nombre de places disponibles dans ces Régio 2N version XL. La Picardie en avait commandé sept pour tourner sur Creil-Paris et régler les problèmes de sous-capacité.

de-France faisait un brin pâle figure à côté de la rame bretonne en cours de finition sur la voie contiguë. Face avant décorée de bandes blanches et noires, mouchetures d'hermine caractéristiques du drapeau breton sur les faces latérales... La différence, peut-être, entre une région qui a une identité forte et une région qui cherche encore la sienne.

UN JUMBO TRAIN DE 750 PLACES

Reste l'essentiel : la rame elle-même. Après tout, la livrée, quand on est assis à l'intérieur... De fait, ce lancement aura aussi permis de découvrir parallèlement, le premier élément Régio 2N (comme deux niveaux) appelé

à faire son apparition sur les lignes de la région. Commandé par l'ex-Picardie pour assurer les dessertes Creil-Paris avec quelques incursions sur Amiens ou Saint-Quentin, le Régio 2 N version XL sera le premier du genre à circuler en France. Avec ses dix voitures, ses 135 mètres de long et ses 750 places ! Couplés, deux éléments peuvent transporter jusqu'à 1 400 passagers. De quoi régler pour partie la délicate question des trains surchargés qui pourrit la vie des usagers des axes Amiens-Creil-Paris et Saint-Quentin-Creil-Paris. Ce sera hélas au détriment du confort.

Car si ces rames high-tech offrent de nombreux services – accessibilité renforcée, prise de courant individuelle, climatisation et espaces PMR – l'aménagement intérieur fait appel à une disposition des sièges à cinq places de front ! Les habitués au confort du Corail risquent de se sentir à l'étroit. Enfin ceux qui avaient une place assise. ■ PHILIPPE FLUCKIGER

TÉLÉCOMMUNICATIONS

LE MOBILE
PASSE MAL
À LA CAMPAGNE

Les habitants des communes rurales en ont assez de manquer de réseau sur leur téléphone. Plusieurs maires ont lancé des enquêtes de satisfaction.

Les abonnements des téléphones mobiles devraient être moins chers à la campagne. Mais ils ne le sont pas. « Je paie 25 euros mais je ne capte pas chez moi. Si je veux téléphoner correctement, il faut que je sorte et que j'aille vers les hauteurs du village », témoigne Laura Watier.

La jeune femme habite Longueval, commune de l'Aisne nichée, comme son nom l'indique, dans une vallée qui entaille un plateau entre Fismes et Laon. « Bien sûr, j'ai ma ligne fixe et je peux me connecter en wifi pour l'instant mais je ne peux pas recevoir d'appels sur mon mobile. » Laura se sert de son mobile à Muizon où elle travaille dans une entreprise de la filière du champagne mais il est inutile chez elle.

**"C'ÉTAIT ADMISSIBLE IL Y A VINGT ANS
MAIS CELA NE L'EST PLUS AUJOURD'HUI"**

Quelques maisons plus loin, Mathieu Dupuy, employé de restauration, n'a pas de problème de réception : « J'en avais, il a fallu que je change d'opérateur pour avoir du réseau. » Une rue plus haut habite Vincent Hennechart.

Le jeune homme est à la recherche d'un emploi dans les espaces verts. Il doit aller dans sa chambre s'il veut téléphoner à un éventuel employeur : « Il n'y a que là que je capte à peu près. Et encore. Parfois, si je bouge de quelques mètres, la communication se coupe. Quand il y a eu la tempête il y a quelques semaines, on n'a rien eu pendant deux jours », ra-



"Parfois, si je bouge d'un mètre, la communication se coupe"

Vincent Hennechart, habitant de Longueval, dans l'Aisne

conte-il en montrant son téléphone. Sa mère a moins de soucis : « Je n'ai pas de mobile et je n'en veux pas. Ici, les gens sont obligés de prendre la voiture et de monter sur le plateau pour aller téléphoner », ajoute-t-elle.

Cela agace Carlos Lucas, le maire du village.

Du coup, il a fait distribuer dans toutes les boîtes aux lettres de ses administrés un questionnaire sondage sur la qualité de leur réseau. Les habitants sont invités à indiquer le nom de leur opérateur et à mettre une note de 0 à 4 concernant la réception sur leur téléphone.

Cela va de « aucune réception » à « réception correcte ». Ils doivent aussi préciser si leur réception s'est dégradée depuis cinq ans ou bien si elle s'améliore. « J'ai constaté qu'on avançait bien pour tout ce qui concerne la fibre optique à la campagne mais on oublie la téléphonie.

Dans le bas du village, les habitants n'ont quasiment aucune réception. C'était admissible il y a vingt ans mais cela ne l'est plus aujourd'hui », souligne Carlos Lucas.

Il ajoute que l'initiative du sondage revient au président de la communauté de communes du Val de l'Aisne et maire de Couvrelles, Jean Chabrol. Plusieurs maires ont adhéré. Aujourd'hui, l'enquête concerne 58 villages et le résultat sera envoyé aux opérateurs.

**"IL FAUT COMMENCER
PAR DÉFINIR UNE ZONE BLANCHE"**

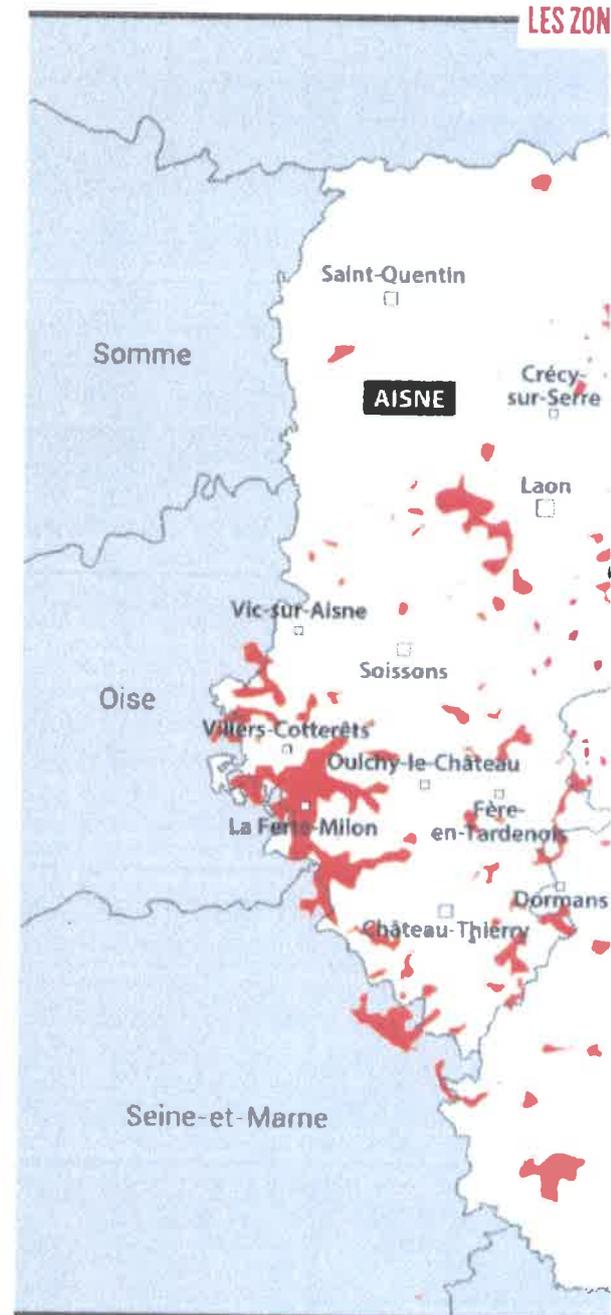
Jean-Marc Vigneron, directeur des relations avec les collectivités locales chez Orange en aura sans doute connaissance.

Il nous explique pourquoi il reste autant de zones blanches dans nos campagnes de Champagne-Ardenne et de l'Aisne. « Il faut commencer par définir une zone blanche. Il s'agit d'une commune pas du tout couverte, par aucun opérateur. Pour les Ardennes, l'Aisne et la Marne, il ne reste que six communes en zone blanche. »

Les zones sans couverture sont donc en voie de disparition, mais il reste de nombreux secteurs mal couverts. Des endroits où les abonnés n'ont qu'une barre ou deux de réception sur leur téléphone.

On peut citer la pointe de Givet (en dehors de Givet), le secteur compris entre Vouziers et Sedan, le sud de Rethel, l'Argonne, le secteur entre Vitry et Sommesous, une partie du Sézannais, la vallée entre Épernay et Château-Thierry, le Tardenois, la zone entre Château-Thierry et Montmirail et l'intérieur du triangle entre Soissons, Laon et Reims où se situe Longueval.

La réception est plus ou moins problématique selon les opérateurs. Sachant que selon le classement réalisé par l'Arcep, l'autorité de régulation des télécommunications, Orange est l'opérateur qui offre la meilleure réception en secteur rural, suivi plus ou moins à égalité par Bouygues et SFR puis par le petit



dernier, Free. Si tous les opérateurs mutualisaient leurs équipements, les défauts de réception en zone rurale seraient peut-être résolus depuis un moment : « La mutualisation serait en effet une solution intelligente », répond Jean-Marc Vigneron.

**"LE RÉSEAU A ÉTÉ CRÉÉ
POUR DES GENS EN MOBILITÉ"**

« Seulement, l'État nous impose une concurrence par les infrastructures. Au départ, Free a utilisé nos équipements mais cet opérateur a ensuite été obligé d'installer ses propres antennes. La règle du jeu actuelle n'encourage pas les investissements en commun. » C'est la règle choisie par

l'État pour maintenir une concurrence entre les opérateurs. Le déficit de couverture à la campagne a une autre cause qui date des années 2000 : « Notre réseau, à l'origine, a été créé pour des gens en mobilité. Nous avons couvert l'extérieur, c'est ainsi qu'à certains endroits les réseaux mobiles ne pénètrent pas dans les maisons. Ensuite, les comportements ont changé. Tout le monde s'est mis à utiliser son mobile à la maison. Il nous faut donc remettre des pylônes et rapprocher les antennes des maisons. Les opérateurs sont en train de le faire mais pas aussi vite que le voudraient nos clients ruraux. » Patience, donc. ■ CATHERINE FREY et HÉMI FRETAS

LA 4G PROGRESSE

Dans certains villages, ils en sont encore à rêver d'avoir une bonne 3G alors que dans les villes on imagine déjà la 5G. La couverture en 4G, quel que soit l'opérateur, progresse moins vite que la fermeture des bureaux de poste en zone rurale.

« Lors de l'achat de notre licence 4G, l'État nous a imposé de couvrir les zones rurales », précise Jean-Marc Vigneron, responsable chez Orange. « Nous avons un plan de couverture en 4G pour 2,5 millions d'habitants supplémentaires. Dans la région, nous sommes en train d'équiper les secteurs de Vertus, de Vouziers et la communauté de communes de l'Ouzcq et du Clignon. » SFR compte aussi progressivement semer la 4G à la campagne. En attendant : « Notre programme de couverture en 2G s'est terminé en décembre 2016. La couverture en 3G doit se terminer pour le 30 juin prochain. Nous sommes très mobilisés pour tenir cet objectif », fait savoir l'opérateur.

MAL COUVERTES PAR LES RÉSEAUX MOBILES



3 QUESTIONS À...



CHRISTOPHE COULON
VICE-PRÉSIDENT
DU CONSEIL RÉGIONAL
DES HAUTS-DE-FRANCE

“Bientôt une application pour smartphone”

Vous qui êtes en charge du numérique à la région, comment

pouvez-vous peser sur les opérateurs pour qu'ils équipent le secteur rural ?

Nous essayons de peser en mettant en place des outils. Nous voulons opposer aux cartes des opérateurs un relevé indépendant des zones de couverture.

Quelles sortes d'outils ?

Nous allons lancer au printemps une application sur smartphone qui permettra à tout le monde d'enrichir en temps réel la carte du réseau. Les citoyens vont devenir acteurs. Ils cliqueront pour indiquer l'état de

leur réception.

De plus, l'État a mis en place une plate-forme qui permet aux élus de signaler à l'État les problèmes de réception dans une commune.

Pourquoi ne pas imposer aux opérateurs une mutualisation de leurs équipements ?

Les députés ont essayé à l'automne à travers un amendement à la loi Montagne. Il a été rejeté après une longue discussion. Mais cela pourra revenir. Il faut aussi avoir davantage d'exigences au moment où les opérateurs décrochent leur licence.

PHOTOGRAPHY / PIRELLA

TRANSPORT

Les conducteurs des Hauts-de-France perçus comme peu responsables

Le comportement des Français au volant est peu propice à une baisse des accidents, selon une enquête Ipsos. Les conducteurs seraient plus responsables dans l'Est que dans le Nord.

Au moins, les conducteurs de la Région Grand Est pourront s'enorgueillir d'être perçus par un Français sur cinq (19%) comme les plus responsables au volant, loin devant ceux des Hauts-de-France (6%), et très très loin devant ceux de l'Île-de-France et de Paca, perçus comme les plus irresponsables, donc les pires (respectivement par 45 et 22% des sondés).

Pour le reste, les indications fournies par l'enquête Ipsos-Fondation Vinci Autoroutes sur notre comportement en voiture n'ont pas de quoi réjouir. On y apprend, par exemple, que les Français se croient (là aussi) les maîtres du monde, autrement dit les meilleurs des meilleurs. À titre individuel, devinez combien se pensent bons, voire très bons conducteurs? Accrochez-vous: autour de 90%, et même un peu plus chez les femmes que chez les hommes! Ainsi, lorsqu'ils décrivent leur attitude derrière un volant, 78% se trouvent vigilants et 43% calmes. Ils retrouvent un brin de lucidité pour juger de leur courtoisie, 75% refusant de s'attribuer ce qualificatif.

SEULEMENT 1% DES FRANCILIENS SE TROUVENT AGRESSIFS AU VOLANT!

La palme de l'autosatisfaction revient aux Normands qui se trouvent toujours à 100% quelque qualité au volant alors qu'ils ne sont « que » 96% des conducteurs en moyenne nationale à partager ce point de vue. Ce qui n'est tout de même pas négligeable. Dans le lot des autosatisfaits, les automobilistes du Grand Est ne sont pas les moins modestes puisque 75%



L'usage des objets connectés ne cesse de s'accroître au volant. Ainsi, un conducteur sur trois continue d'envoyer ou de lire ses SMS et ses mails au volant. Max-PPP

se trouvent parmi les plus vigilants et 46% parmi les plus calmes. Cette dernière proportion grimpe à 82% dans les Hauts-de-France!

“La somnolence est un risque mieux connu mais encore insuffisamment maîtrisé”

Étude Ipsos-Fondation Vinci Autoroutes

À l'inverse, dans les défauts qu'ils se reconnaissent, seuls 13% des

automobilistes de la Région Grand Est se trouvent stressés au volant, et 9% des conducteurs des Hauts-de-France. On en sourira peut-être mais moins que de savoir que seul 1% des conducteurs franciliens se trouvent agressifs dès qu'ils se retrouvent derrière un volant. Ce qui donne une idée de leur niveau de lucidité. En bonne logique, les Français sont beaucoup plus critiques sur le comportement de leurs concitoyens au volant. Ainsi, 45% considèrent les autres conducteurs comme « irresponsables », 39% les trouvent « dangereux » et 33% « agressifs ».

Les Bretons et les Bourguignons sont les plus indulgents vis-à-vis de leurs contemporains, tandis que les Franciliens et les habitants de la Région Paca ont la dent plus dure. Les habitants du Grand Est comme ceux des Hauts-de-France jugent plus sévèrement l'irresponsabilité des autres (47 et 44%) que leur agressivité (23 et 26%). L'enquête d'Ipsos revient aussi largement sur les comportements à risque des Français au volant pour constater que « les règles élémentaires de sécurité ne sont pas respectées par une large part des conducteurs ». Ainsi 90% des

DANS LA RÉGION EN 2016

Il y a eu 91 morts sur les routes de la Marne (39), de l'Aisne (35) et des Ardennes (17) l'an dernier. Le chiffre de la mortalité routière est en hausse de 89% dans les Ardennes, mais il baisse de 4,9% dans la Marne et il est stable dans l'Aisne.

Le nombre d'accidents a, lui, progressé de 24% dans les Ardennes, de 62,1% dans la Marne et baissé de 6,5% dans l'Aisne. Rappelons qu'au niveau national, il y a eu 3 469 morts sur les routes en 2016. Le nombre de morts était au plus bas en 2013 (3 250) alors qu'il avait atteint 18 034 victimes en 1972.

conducteurs du Grand Est (91% en France) admettent dépasser régulièrement de quelques kilomètres les vitesses autorisées, 60% oublient de mettre leur clignotant, 45% circulent sur autoroute sur la voie du milieu si la voie de droite est libre et 76% ne respectent pas les distances de sécurité. « Même le port de la ceinture est loin d'être systématique », signale l'enquête qui constate, pour s'en réjouir que plus d'un Français sur deux identifie désormais l'inattention comme l'une des principales causes d'accidents mortels sur la route. « Pour autant, l'usage des sources de distraction ne cesse de s'accroître (ndlr, réglage du GPS, envoi de SMS et de mails, etc.) ». Enfin, la somnolence est de plus en plus perçue comme un facteur de risque. Ce qui n'empêche pas que 38% des conducteurs du Grand Est (34% dans les Hauts-de-France) reconnaissent avoir déjà pris le volant alors qu'ils se sentaient fatigués. ■ GILLES GRANDPIERRE

La communauté veut limiter le temps perdu

PICARDIE DES CHÂTEAUX La communauté de communes se réunit ce soir à Brancourt, une séance « technique ».

C'est une séance un peu particulière – une nouvelle ! – que va tenir ce lundi soir la communauté de communes Picardie des châteaux à 18 h 30 à la salle des fêtes de Brancourt-en-Laonnois. Les délégués communautaires vont se réunir alors que le préfet de l'Aisne a saisi le tribunal administratif parce qu'il conteste la validité du vote d'un représentant de la commune de Barisis-aux-Bois lors de l'élection du président et des vice-présidents.

« Le déféré n'est pas suspensif. Nous pouvons prendre les délibérations urgentes »

Francis Kock

L'audience de la juridiction amiénoise n'étant programmée que le 7 mars, les élus craignaient que cela bloque le fonctionnement de la collectivité, mais le tribunal comme la préfecture se seraient montrés plutôt rassurants. « *Le déféré n'est pas suspensif. Nous pouvons prendre les délibérations urgentes* », explique le président



Pour Francis Kock, « l'objectif, c'est de perdre le moins de temps possible ».

Francis Kock. Le conseil communautaire sera donc « technique ». Par ailleurs, pour éviter tout nouveau souci, le délégué de Barisis-aux-Bois dont la préfecture contestait le vote, ne se prononcera pas sur les délibérations soumises à l'approbation des élus.

« *L'objectif, c'est de perdre le moins de temps possible. Nous avons par exemple un groupe d'élus qui tra-*

vaille sur la question de la fiscalité, puisqu'il faut une harmonisation dans ce domaine entre les deux anciennes communautés de communes », indique Francis Kock.

Dès lors, espère le président, « *quand nous aurons la décision du tribunal administration, soit nous procéderons à une nouvelle élection, soit nous pourrions continuer de travailler normalement* ». ■ PHILIPPE ROBIN

GAUCHY Les travaux pour l'aménagement de la zone Delaune vont débiter avec la dépollution du terrain de 57 hectares avec, à terme, des maisons, des commerces et des appartements.

À SAVOIR

- Une concession de 25 ans a été signée avec la Seda, chargée de construire les logements.
- En plus de l'accès à la propriété (193 maisons), 20 % de l'ensemble immobilier seront des logements sociaux.
- Le projet est évalué à 32 millions d'euros (chiffre 2014)
- La commercialisation des premiers terrains devrait intervenir au cours de l'été 2018.

C'est encore une vaste prairie. À Gauchy, la zone d'aménagement concerté (ZAC) Delaune est dans les tuyaux depuis presque dix ans. Les premières réalisations sont la résidence du Sissad et la crèche. À la lisière de la commune, derrière le centre commercial et de son hypermarché Intermarché, il reste un espace de 57 hectares. C'est im-

mense et il est destiné à faire la jonction avec Gauchy-Village. C'est ici que des logements seront construits par la Seda, une société d'économie mixte, à l'origine de dizaines de projets dans le département tels la BUL de Saint-Quentin, la ZAC des Autoroutes ou encore la maison de retraite de Vendeuil, pour ne parler que des projets saint-quentinois.

Dans quelques semaines, la deuxième phase du chantier va débiter avec la dépollution du terrain, proche de l'ancienne ligne de défense allemande, la fameuse ligne Hindenburg, où des milliers d'obus ont été stockés ou retrouvés au gré des chantiers.

La Seda a lancé un appel d'offres pas plus tard que la semaine dernière pour trouver l'entreprise qui déminera le terrain en coopération avec le service de déminage de la préfecture. Une analyse des sols a été opérée avec l'aide d'images provenant de satellites. « Des études précises ont été faites, les munitions seront enlevées », appuie

Régis Chevalier, le bras droit du maire. Une première phase de dépollution importante même si bien sûr, au fur et à mesure de l'avancée du chantier, « nous ne sommes pas à l'abri d'en découvrir d'autres. » « Ce n'est pas la partie la plus touchée », affirme le directeur général des services. Dans la zone du Royeux, au Moulin de Tous-Vents ou la cité des cheminots, il y avait déjà des obus. « L'opération est prévue pour durer au moins six mois avant toute viabilisation.

« Ce n'est pas la partie la plus touchée. »

Dans la zone du Royeux, au Moulin de Tous-Vents, il y avait déjà des obus »

Régis Chevalier, DGS

Après la dépollution, ce sera au tour du terrassement d'entrer en jeu, pour préparer le terrain sur le-

quel appartements et maisons seront construits. D'abord, priorité sera donnée aux constructions individuelles : quarante-trois parcelles seront vendues et libre de constructeur. La parcelle, d'environ 500 m², sera vendue autour de 70 à 75 € le mètre carré. Ensuite, vingt-huit maisons mitoyennes seront construites, sur le modèle de la résidence pour personnes âgées. Et des immeubles, pas plus hauts que deux étages, compléteront l'ensemble. « Tous les logements seront soumis à des normes d'isolation et d'économie d'énergie », précise Régis Chevalier. Il s'agira là d'un écoquartier où les maisons seront dotées de ce qu'il se fait de mieux en termes d'économie d'énergie. Au final, le quartier disposera de plus de 1 000 logements. Une aubaine pour la commune qui disposera, en outre, de nouveaux revenus fonciers et de taxe d'habitation. C'est le dernier grand projet immobilier d'ampleur pour l'équipe de Jean-Marc Weber. Ce n'est pas tout car il va falloir se

projeter.

Un tel ensemble demande également l'installation d'entreprises de services. « C'est difficile de dire ce que sera le commerce dans vingt ans », admet le directeur général des services. Après l'essor des centres commerciaux voici de cinquante ans et le retour aujourd'hui des commerces de proximité, qu'en sera-t-il à l'horizon 2030-2040 ? Des commerces s'installeront au rez-de-chaussée des immeubles et « peut-être aussi une maison médicale », en plein essor actuellement sur tout le territoire. Encore faudra-t-il convaincre des professionnels de santé de s'installer. On le voit aujourd'hui, la désertification est un vrai problème de société.

De fait, le nombre d'habitants augmentera : de 5 500 aujourd'hui, Gauchy devrait compter environ 7 000 habitants à l'horizon 2045 pour un investissement consenti de 32 millions d'euros, dont un tiers d'aides publiques. ■

GUILAUME CARRE

CES COMMUNES QUI CRÉENT UNE POLICE MUNICIPALE

SOISSONNAIS Belleu et Braine ont décidé de se doter d'une police municipale. Un moyen pour eux de faire face à une montée des incivilités. La menace terroriste pèse dans la balance, aussi.

D'une commune à l'autre, la présence d'une police municipale et les effectifs qui y sont liés, changent du tout au tout. La création d'une police municipale et du nombre d'agents est laissé à la volonté des élus.

En cette période de menace terroriste, de plus en plus de communes se dotent d'une police municipale. C'est le cas de Belleu et Braine.

À Belleu, le garde-champêtre va prendre sa retraite d'ici l'été prochain. Plutôt que d'en prendre un autre, la commune a choisi de recruter deux policiers municipaux, un gardien et un brigadier. « On est une commune de 4 000 habitants, avoir un garde-champêtre n'est plus dans nos cordes », justifie Philippe Montaron, maire de Belleu. D'ailleurs, ce métier qui devient désuet est en voie de disparition. Les missions du garde-champêtre sont liées à la sécurité. Il peut rédiger des PV pour mauvais stationnement, mais il a aussi des



« On veut simplement retrouver le calme dans la commune. C'est une demande des habitants »

Philippe Montaron, maire de Belleu

tâches administratives. La mission des deux policiers municipaux « sera davantage tournée vers la tranquillité publique et la verbalisation pour mauvais stationnement », détaille le maire belleusien. « On se bat régulièrement contre la vitesse excessive, les problèmes de stationnement. Les gens font n'importe quoi. » Il constate que les incivilités, délits, s'aggravent. « On a eu dix cambriolages en 2016. » Le premier sera recruté en avril, pour qu'il y ait une transition avec le garde-champêtre. Le deuxième arrivera un peu plus tard.

À Braine, commune de 2 200 habitants, les élus ont pris cette décision à l'unanimité après mûre réflexion. François Rampelberg, le maire, rappelle : « On est un centre-bourg, on a quelques commerces, des manifesta-



La police municipale de Villers-Cotterêts compte huit agents. Un nombre important pour une ville de 10 000 habitants.

à tout moment », c'est-à-dire y compris sur une manifestation qui a lieu le week-end ou en soirée.

PAS UN CÔTÉ INSURMONTABLE
Les deux édiles assurent que le coût ne sera pas insurmontable pour leur commune. À Braine, il y aura quelques centaines d'euros de différence par an parce que le poste d'agent n'était qu'à 28 heures. À Belleu, c'est de l'ordre de quelques centaines d'euros aussi. Le garde-champêtre avait un salaire de fin de carrière, celui de chaque policier municipal sera moindre.

Doit-on y voir une tentation pour le tout-sécuritaire, est-il bien raisonnable d'avoir des policiers dans une petite commune? Les deux maires s'en défendent. « On veut simplement

pour retrouver le calme dans la commune, assure le maire de Belleu. C'est une demande des habitants, on a beaucoup de sollicitations dans ce sens. » François Rampelberg le promet : « On ne sombre pas dans la psychose ». ■

ANNAÏS GENDRARD

À CUFFIES, "NOUS N'AVONS PAS BESOIN D'UNE POLICE MUNICIPALE"

Jean-Pierre Cornelle, le maire de Cuffies, commune proche de Soissons, refuse de créer une police municipale. « Nous n'en avons pas besoin. Les incivilités se produisent à une heure où le policier municipal se repose. Et quand le policier part en vacances, il n'y en a plus. Les incivilités sont surtout le fait de gamins, d'ados qui s'ennuient. On n'a presque pas de commerces. Il y a la pharmacie mais elle a ses propres caméras. » Le stationnement n'est pas non plus une motivation. « Je n'ai pas de plainte à ce sujet. De toute

façon, la gendarmerie est habilitée à verbaliser les gens. » Le nombre de cambriolages est faible. D'ailleurs, Cuffies « a eu pendant très longtemps un garde-champêtre », qui a laissé la place à un poste d'agent communal classique. La position est la même pour la vidéosurveillance. Contrairement à d'autres communes proches de Soissons qui vont installer des caméras de vidéosurveillance (Belleu, Ville-neuve-Saint-Germain), Cuffies n'en aura pas pour le moment.

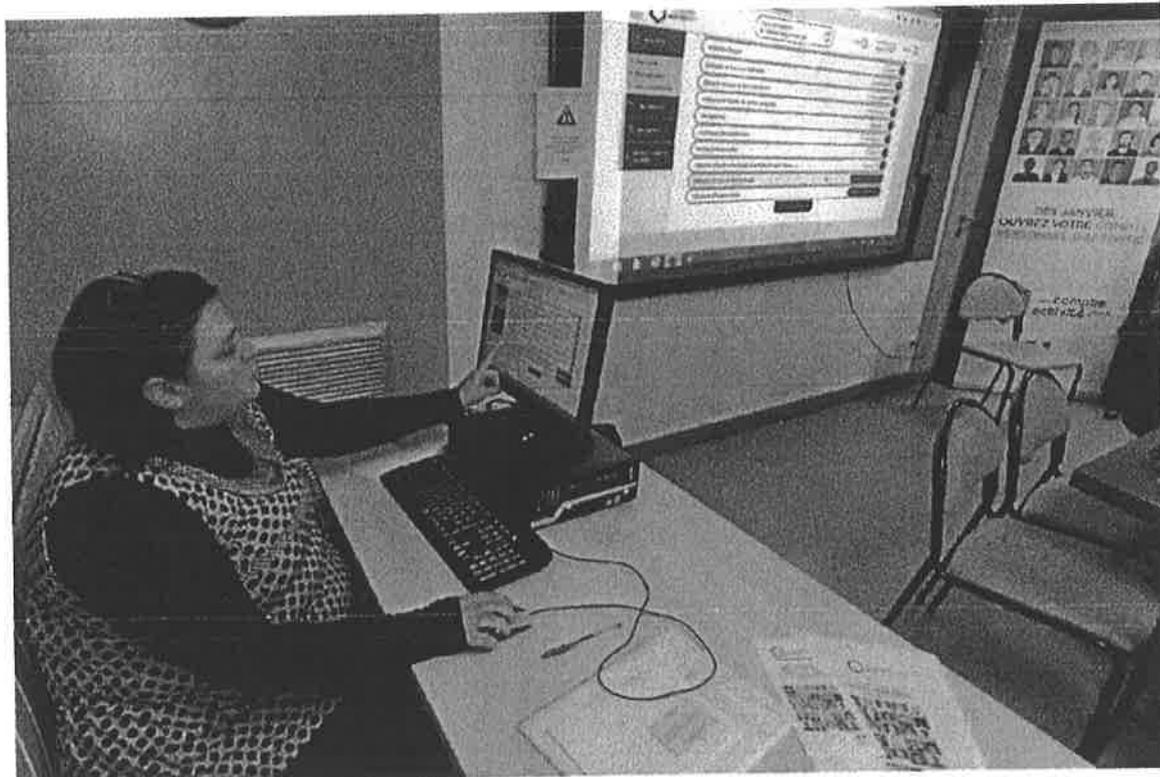
EMPLOI

LE CPA, OUTIL POUR RÉORIENTER SA CARRIÈRE

Mis en place depuis le 1^{er} janvier dans le cadre de la loi Travail, le compte personnel d'activité doit permettre à tous les actifs de mieux avancer dans leur parcours professionnel.

• L'ESSENTIEL

- Le site moncompteactivite.gouv.fr est ouvert depuis le 12 janvier. Le 2 février, plus de 95 000 comptes personnels d'activité avaient déjà été ouverts.
- Si tous les actifs ont un CPA, les travailleurs indépendants n'y auront accès qu'à partir du 1^{er} janvier 2018.
- Si une personne n'ouvre pas son CPA, ses droits à la formation sont comptabilisés et restent disponibles à tout moment.
- Les heures de formation acquises au titre de l'ancien DIF et intégrées dans le compte personnel de formation sont utilisables jusqu'au 31 décembre 2020. Passé ce délai, elles seront perdues.



Aurélia vient d'ouvrir son compte personnel d'activité et cherche les métiers qui lui correspondraient le mieux. Bernard Svedic

QU'EST-CE QUE C'EST ?

Le Compte personnel d'activité (CPA) est un portail informatique grâce auquel les actifs (salariés du privé, fonctionnaires, demandeurs d'emploi, entrepreneurs) de plus de 16 ans, peuvent à tout moment connaître leurs droits sociaux acquis, réaliser leur propre analyse de leur situation professionnelle pour la faire évoluer en fonction de leurs compétences et de leurs besoins. « Chacun peut déterminer la galaxie des métiers auxquels il peut prétendre », résume Laurent Levent, responsable de l'unité marnaise de la Direccte (administration en charge de l'économie). Le CPA est en effet l'une des mesures de la loi Travail entrée en vigueur au début de l'année que les services de l'État s'efforcent de populariser.

2 COMMENT ÇA MARCHE ?

Actuellement sous contrat à la Direccte, Aurélia (que l'on voit sur la photo) a accepté de créer son CPA lors d'une démonstration devant la presse. Sur Internet, il faut aller sur le site moncompteactivite.gouv.fr. Puis, entrer son n° de Sécurité sociale et son état civil. On peut alors prendre connaissance de ses droits à la formation via le compte personnel de formation (CPF), le compte personnel de prévention de la pénibilité (C3P, pour ceux qui y ont droit) ou le compte d'engagement citoyen (CEC) accessible aux personnes engagées dans du bénévolat associatif, le service civique, la réserve militaire, etc. Les jeunes qui ne sont pas encore entrés sur le marché du travail et les retraités peuvent bénéficier du CEC. Pour les personnes désireuses d'évo-

luer dans leur carrière, le système les invite à renseigner leur profil (diplômes, expériences, souhaits d'orientation...). Grâce à ces informations, le site affiche quelques instants plus tard des suggestions de compétences ainsi qu'un graphique

en forme de toile d'araignée (ou galaxie) sur laquelle apparaissent des noms de métiers symbolisés par des figurines (smileys). Plus les métiers sont proches du centre, plus ils sont censés correspondre aux souhaits demandés et plus les smileys sont

souriants ! Il suffit ensuite de cliquer sur le smiley de son choix pour découvrir une fiche signalétique très complète du métier correspondant : description, formation et compétences requises, rémunération moyenne ainsi que des indications

sur sa notoriété tel que le nombre moyen de candidatures par offre d'emploi. Enfin, le CPA recense aussi les formations permettant d'accéder à ce métier ainsi que les organismes à contacter pour obtenir toute information nécessaire, cette fois en direct, auprès d'un « conseiller en évolution professionnelle ».

COMMENT SONT ALIMENTÉS LE CPF, LE CEC ET LE C3P

Pour les salariés à temps plein, le compte personnel de formation est alimenté de 24 heures par an, jusqu'à un palier de 120 heures, puis de 12 heures par an dans la limite d'un plafond total de 150 heures. Pour le compte d'engagement citoyen, on peut acquérir jusqu'à 20 heures au titre de la même activité sur la même année civile. Le total des heures acquises au titre du CEC est limité à 60 heures. Pour que le titulaire d'un CEC puisse obtenir 20 heures de formation il doit avoir passé au moins six mois continus en service civique ou 200 heures (dont au moins 100 heures dans une association) au titre des activités

de bénévolat associatif.

Le compte personnel de prévention de la pénibilité est alimenté en points. Une année civile d'exposition à un facteur de risque de pénibilité donne droit à quatre points ; une année civile d'exposition à au moins deux facteurs donne droit à huit points. Le C3P est plafonné à 100 points pour l'ensemble de la carrière d'un salarié lequel peut les utiliser pour augmenter ses droits à la formation, se mettre à temps partiel à partir de 55 ans en recevant un complément de rémunération ou partir plus tôt à la retraite. Quatre points de pénibilité peuvent être convertis en 100 heures de formation.

3 CE QU'OFFRE AUSSI LE CPA

On peut utiliser ses droits à la formation dans quantité de domaines, certes, mais aussi pour financer une partie des heures passées à l'apprentissage de la conduite automobile et même à partir plus tôt à la retraite. Il est aussi possible de consulter ses bulletins de paie dès lors que ceux-ci sont dématérialisés. ■

JEAN-MICHEL FRANÇOIS

NOUVELLES TECHNOLOGIES

L'INFORMATION QUE VOUS VOULEZ EN TROIS CLICS

SOISSONNAIS Les sites internet de l'agglomération et de la ville de Soissons fusionnent dans une plate-forme dernière génération. Le but ? Tout trouver en moins de trois clics.

L'INFORMATION QUI VOUS INTÉRESSE EN TROIS CLICS

Les nouveaux sites internet de la Ville (soissons.grandssoissons.com) et de l'Agglomération (agglomeration.grandssoissons.com), reliés par la porte d'entrée numérique GrandSoissons.com visent la simplicité. Ils doivent être mis en ligne dans les jours prochains. Quand l'utilisateur va arriver sur la page d'accueil, la porte d'entrée GrandSoissons.com, il pourra prendre quatre directions en fonction de ce qu'il cherche : vivre (sur place), découvrir, travailler, entreprendre. Il restera ensuite à choisir ce que l'on veut et le site vous y conduira directement. Plus besoin d'aller sur le site internet de l'agglomération ou de la ville en fonction de ce que vous cherchez. Avant, les horaires des déchetteries, de la piscine ou le prochain concert de la cité de la musique et de la danse étaient normalement sur l'un des sites internet de l'Agglo. Les écoles, les crèches, étaient sur les sites Web de la ville.

VOUS POURREZ PARTICIPER

C'est la grande évolution, pour les Soissonnais en tout cas, des plates-formes des collectivités. Chacun peut participer au contenu des sites internet. Par exemple, l'agenda des manifestations locales peut être alimenté directement par les organisateurs (associations ou autres). Il suffit de cliquer sur « ajouter un événement », remplir un court formulaire. La demande est ensuite traitée par les chargés de communication du site. Il est possible aussi de donner des conseils pour améliorer l'interface.

LISIBLES SUR SMARTPHONE

Les nouveaux sites vont bénéficier des dernières améliorations techniques, notamment le fait de pouvoir les lire sur un téléphone portable (smartphone). Le site est ainsi « responsive », autrement dit, il s'adapte à la taille de la fenêtre, qu'il s'agisse d'un ordinateur, d'une tablette ou d'un smartphone.

LA FUSION DE 10 SITES DIFFÉRENTS

« En 2014, nous avons effectué un rafraîchissement sur le site de la Ville, mais il était dépassé techni-



(de g. à d.) Amélie Chapet, David Glatigny, chargés de communication web de l'Agglo et de la ville de Soissons, Jean-Marie Carré, président de l'Agglo, et David Dobin, directeur de cabinet du maire de Soissons.

quement », commente le chargé de communication de Soissons David Glatigny. Idem pour le site de l'Ag-

glomération, qui était un peu plus récent et datait de 2012. D'autre part, les informations

concernant le Soissonnais étaient jusqu'à présent très diffusées sur internet. Rien que pour l'Agglo, il y

avait ainsi un site pour la Cité de la musique, un pour l'emploi, un site général, un pour l'office du tourisme. Pour la ville de Soissons, c'était encore plus éparpillé : un site pour le Mall, un pour le musée, pour la bibliothèque, le Centre communal d'action sociale, etc. Désormais, tout est accessible et concentré sur deux sites reliés à un « portail », la porte d'entrée numérique.

UN INVESTISSEMENT DE 100 000 EUROS

100 000 euros d'investissement pour la ville et l'agglomération, quatre personnes chargées d'alimenter et de mettre à jour les informations. Tels sont les moyens déployer pour offrir une nouvelle vitrine numérique au Soissonnais. Le portail numérique Grand Soissons, ainsi que les sites internet de la Ville et l'Agglomération représentent un coût de 100 000 euros (deux tiers pour l'Agglo et un tiers pour la Ville) répartis sur quatre ans. Il comprend la maintenance, la conception, ainsi que l'hébergement du site. La mairie de Soissons et l'Agglo vont affecter chacune deux personnes à la mise à jour des contenus (des informations) de leur plate-forme. Amélie Chapet et Anne Sophie Her-vieux s'occuperont ainsi du site de l'Agglo. David Glatigny et Jessica Fix seront chargés de celui de la ville de Soissons.

Afin de faire évoluer les deux sites internet et leurs contenus, les internautes pourront faire part de leur critique grâce à la rubrique « I », située en bas de la page d'accueil.



La page d'accueil du site permet d'aller rapidement aux informations de la Ville ou de l'Agglo.

DES ANNUAIRES TRÈS COMPLETS

C'est l'autre gros « plus » apporté par GrandSoissons.com : un annuaire des associations, mais aussi des services publics, des professions médicales. Il sera normalement à jour et les acteurs concernés pourront, s'ils constatent une anomalie, faire modifier facilement leurs coordonnées via un formulaire. ■ JULIEN ASSALLY

TRANSPORT

LES RETARDS DU PARIS-LAON C'EST LEUR TRAIN-TRAIN

LAON Les usagers de la ligne sont épuisés. Les nouveaux horaires mis en place en fin d'année n'ont pas amélioré leurs conditions de trajet. Les retards sont même plus nombreux.

LESSENTIEL

- **En fin d'année**, la SNCF a modifié les horaires du Paris-Laon.
- **Depuis, certains trajets**, et particulièrement le 17 h 34 au départ de la gare du Nord, subissent de nombreux retards.
- **Les usagers** sont épuisés et se sentent abandonnés dans leur galère.
- **Ils n'ont que peu d'explications**, la SNCF et la Région se renvoyant les responsabilités sur les causes de ces retards.

Les trains qui arrivent à l'heure feront peut-être un jour l'objet d'articles dans les journaux, tant ils pourraient devenir l'exception. Sur la ligne Paris-Laon, les usagers n'en finissent plus de noter les dizaines de minutes, les heures entières de retard de leurs trains. Laurence Lambert, une usager, prend son téléphone pour exprimer son ras-le-bol : « Je suis une habituée du Paris-Laon, je le prends tous les jours du lundi au vendredi depuis 5 ou 6 ans. La SNCF nous a imposé de nouveaux horaires en fin d'année. Depuis, il n'y a pas une semaine où ça a bien fonctionné ».

« On se sent laissé à l'abandon. On se moque de nous. On est la dernière roue du carrosse »

Laurence Lambert, usager du Paris-Laon

Cette Soissonnaise « travaille dans Paris intra-muros. Je fais 1 h 30 de trajet le matin et 1 h 30 le soir. Le matin, je prends le "7 h 01", celui-là, ça va ». Mais c'est au retour que le temps de trajet s'allonge trop régulièrement : « Le train est à 17 h 34. Au passage, il était avant à 17 h 50. Ça a beaucoup compliqué les choses pour certains usagers. Cette semaine, il était à l'heure lundi mais pas mardi et mercredi », poursuit l'usager. Non seulement « on attend dans le froid en gare du Nord que le train soit mis à quai, sans aucune information sur le retard », mais le train arrive



Dans les trains du soir qui subissent le plus de retard, cette semaine les voyageurs ont dû prendre leur mal en patience mardi et mercredi.

souvent de manière incomplète ; « Il manque des voitures. Il faut voyager debout. Autre problème : quand le 17 h 34 est en retard, l'omnibus de 17 h 42 qui s'arrête à chaque gare jusqu'à Crépy-en-Valois, lui, part devant. Mardi et mercredi, il est parti largement avant nous », indique Laurence Lambert. Conséquence : le Paris-Laon est encore plus ralenti.

« C'EST STRESSANT »

Les usagers de la ligne ne comptent plus les jours de retard mais plutôt ceux où ils arrivent à Soissons à 18 h 38 comme prévu. Les commentaires sur la page Facebook « Paris Laon : ma deuxième maison » ne manquent pas à ce sujet (lire par ailleurs) car les journées sont longues pour les Laonnais et Soissonnais qui travaillent à Paris. Pour Laurence Lambert, plus de douze

heures s'écoulent entre le moment où elle quitte son domicile et celui où elle le regagne. Alors les retards qui s'accumulent, « ça fatigue. C'est stressant. Et je ne suis pas la seule à ce rythme-là. Le train est rempli. » Entre colère et résignation, cette Soissonnaise commente : « Ils nous ont mis des trains modernes mais ils ne sont jamais à l'heure et quand il fait froid, la porte des toilettes se bloque, apparemment à cause d'un ordinateur de bord. Il y a même des gens qui se sont retrouvés coincés à

l'intérieur ». Le vase est vraiment plein : « On se sent laissé à l'abandon. On se moque de nous. On est la dernière roue du carrosse. » Un sentiment que l'on peut lire aussi sur le blog de la ligne, tenu par un agent SNCF, où un usager faisait remarquer, le 10 janvier : « Notre quotidien n'intéresse personne, ni à la SNCF, ni à la Région... » Après le départ à la retraite de l'ancien responsable de la ligne qui faisait l'interface entre la SNCF et les usagers notamment via ce blog, son

remplaçant, François Potard, a pris ses fonctions en janvier. « On travaille pour essayer de résoudre le problème de manière pérenne », précise-t-il. Il devrait remettre en service prochainement le blog de la ligne. À défaut d'avoir un train à l'heure, les voyageurs y trouveront une information et un interlocuteur. ■

LOUANNE BLEUZE-MARTIN
<http://maligne-ter.com/laon-paris>

2700 PERSONNES SUR LA PAGE "PARIS-LAON, MA DEUXIÈME MAISON"

Faire contre mauvaise fortune bon cœur. Voilà un adage que les usagers de la ligne Paris-Laon appliquent volontiers pour faire face aux trop nombreux retards de leurs trains, et particulièrement le 17 h 34 au départ de la gare du Nord. Souvent, l'humour permet de surmonter la fatigue. « J'essaie d'en faire », explique Alain, l'administrateur de la page Face-

book « Paris-Laon : ma deuxième maison ». Quand il a créé cette page il y a 7 ans, « on était 11. Aujourd'hui on est presque 2700. Et si on est aussi nombreux, ce n'est pas que pour se plaindre ». Les usagers y partagent des informations sur les trajets, les retards mais aussi les objets oubliés dans le train. C'est devenu un réseau d'entraide et de solidarité.

TOUS LES ATOUTS POUR RECRUTER DES INFIRMIER(E)S

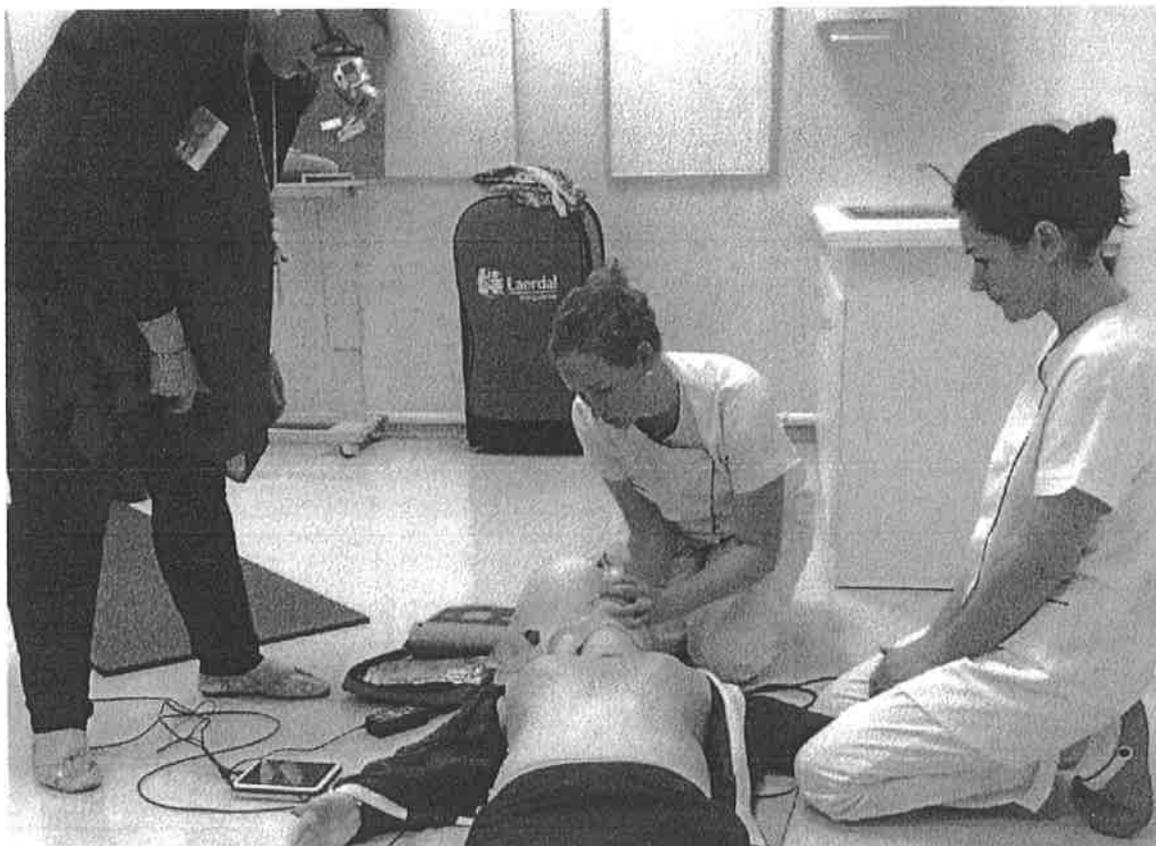
L'institut de formation en soins infirmiers, c'est 300 personnes lors de la journée portes ouvertes, pour 140 places. Zoom sur « un métier de rigueur » qui attire encore et toujours.

Quand on pose la question sur l'attractivité du métier d'infirmier, les premiers mots qui sortent reposent sur les relations humaines. « Humainement, très épanouissant », « un métier de relation, un métier utile », « attiré par le fait de prendre soin »... Voilà, en résumé, ce qu'en dit la directrice adjointe de l'Institut en soins infirmiers (IFSI) de Saint-Quentin, Caroline Fruchart. Comme l'année dernière, où 300 personnes ont poussé la porte de l'institut, la journée portes ouvertes du samedi 4 février a attiré du monde.

Des jeunes étudiants, pas encore diplômés, viennent se renseigner sur une vocation, plus qu'un métier. Kevin Bruchet, étudiant en première année et titulaire d'un Bac scientifique, fait partie des quelques étudiants venus bénévolement apporter leur contribution. Qu'y a-t-il de plus difficile pour le moment ? « S'organiser, les révisions », répond-il sous l'œil de la directrice adjointe. « Ce qui attire, observe le cadre, c'est le métier en constante évolution. » « La filière soignante attire », admet Julien Leclercq, un des formateurs, lui aussi sur le pont.

« Heureusement qu'on y croit encore, même si les conditions de travail ne sont pas évidentes. C'est un luxe de faire le métier qu'on aime »
Caroline Fruchart, directrice adjointe

« Heureusement qu'on y croit encore, même si les conditions de travail ne sont pas évidentes. C'est un luxe de faire le métier qu'on aime », appuie Caroline Fruchart, d'autant plus que « pas une journée ne ressemble à une autre ». Pour illustrer son propos, il suffit de se promener dans les salles de l'IFSI. L'une propose toute la formation théorique qui sera apprise au cours des trois années de formation, libre à chacun de poursuivre son cursus et de se spécialiser en suivant un Master, voire un Doctorat. Avec une Licence en poche, les possibilités de carrière sont diverses. Notamment avec les nom-



La formation aux gestes et soins d'urgence est obligatoire pour obtenir son diplôme d'infirmier.

breuses spécialisations (bloc opératoire, anesthésie, pédiatrie, gériatrie...). Et, pourquoi pas, pour s'installer ensuite en libéral, après

deux ans d'activité. Sans tomber dans les poncifs, le métier d'infirmier est surtout féminin. La promotion 2016-2017

LE LABORATOIRE DES COMPÉTENCES, UNE SPÉCIFICITÉ SAINT-QUENTINOISE

Pour mettre en pratique la théorie, l'Institut en soins infirmiers s'est doté d'un outil depuis 2013. Le laboratoire des compétences, c'est la mise en condition réelle, avec des scénarios élaborés par les formateurs pour donner les moyens aux étudiants de se plonger concrètement dans les faits et gestes qu'ils aborderont pendant leur vie professionnelle. « Un mini-service de soins », explique Caroline Fruchart, la directrice adjointe de l'IFSI de Saint-Quentin. Le travail est ici effectué en petits groupes, sous la supervision des formateurs et d'étudiants. Chaque séance est ensuite débriefée pour permettre à l'étudiant d'améliorer et d'être prêt à l'instant T.

accueille une vingtaine d'hommes. Il y en a plus que les autres années, « c'est aussi une ouverture d'esprit, on le voit chez les pompiers, la police », dit Caroline Fruchart. À Saint-Quentin, l'IFSI offre, pendant ces trois ans de formation, des possibilités de stage très variées, ce qui permet, au milieu de son cursus, de s'orienter vers tel ou tel aspect du métier. « C'est important d'être mobile, de ne pas être forcément attaché à la région », note la directrice adjointe. Beaucoup d'étudiants des DOM-TOM viennent d'ailleurs suivre leur formation dans l'Aisne et même des étudiants du sud de la France, qui finissent par s'ins-

taller. Cette journée portes ouvertes, c'est pour « donner une idée représentative » du métier d'infirmier. L'IFSI dispose d'un outil (lire ci-contre) pour placer les étudiants dans les conditions du réel. Et participe chaque année à un concours national – le concours MNH des étudiants – dont le thème cette année est l'information au patient. Des étudiants ont travaillé sur les dangers du tabac avec notamment ce slogan : « Le tabac t'abat. » Des travaux reconus par les professionnels de santé de l'hôpital. L'IFSI est un institut réputé. « Tout le monde peut y trouver son intérêt. » ■ GUILLAUME CARRÉ

Le CIO aide les lycéens à se dessiner un avenir

Le Centre d'information et d'orientation assiste les lycéens dans leurs choix d'études supérieures. Cela nécessite de lever certains freins.

■ Ils sont 4 000 à passer chaque année par le Centre d'information et d'orientation (CIO) de Saint-Quentin, boulevard Gambetta. Des élèves du collège au lycée, mais surtout des terminales en quête de conseils pour leur projet post-bac. Onze conseillers d'orientation-psychologues y tiennent à tour de rôle des permanences. « Chacun est présent une ou deux demi-journées par semaine. Le reste du temps, ils sont en établissement », explique Sylvie Pruvot, directrice du CIO.

Jérôme Herbjaj est pour la seconde année conseiller au centre. Le jeune homme de 28 ans intervient aussi au lycée professionnel Colard-Noël et au lycée Henri-Martin, à Saint-Quentin, ainsi qu'en collège à Guise. « Au CIO, surtout en ce moment, on assiste les terminales autour du portail Admission post-bac, c'est assez technique. » L'accompagnement va cependant bien au-delà. « On les conseille par rapport à leurs compétences et leurs envies. On travaille sur la cohérence entre les deux, à mettre en adéquation projet d'études et projet de vie. »

« Les études courtes rassurent »

Dans un département où BTS et DUT sont assez nombreux, mais où le niveau licence est réduit à la portion congrue, la tâche des conseillers passe par l'ouverture – pas toujours aisée à faire intégrer – vers de nouveaux horizons. « Notre travail, c'est de favoriser l'ambition et la mobilité, lance, tel un slogan, Sylvie Pruvot. Les études courtes rassurent et c'est vrai que, dans l'Aisne, les licences sont peu nom-

breuses. » Il y a bien l'Institut des sciences et techniques de Saint-Quentin ou Staps du côté de Soissons, mais guère plus. Il faut quitter le département pour tout le reste et cela ne va pas de soi.

Pour Jérôme, « il y a une vraie problématique sociale. La peur de ne pas pouvoir assumer le financement de son envie, mais aussi celle de l'éloignement de la maison ». Tout le travail des conseillers est de débloquent ces freins. Cela passe notamment par un accompagnement à des portes-ouvertes, des forums étudiants ou par des visites d'établissement.

« L'année dernière, j'ai amené en bus des jeunes de Colard-Noël dans deux lycées de Lille et Hénin-Beaumont proposant certains BTS. Ça leur permet de voir que c'est pas si loin et de répondre concrètement à des questions comme "où je vais manger le midi ?", "où je vais dormir ?" » Un vrai travail de sensibilisation est aussi fait – et de plus en plus – en direction des parents.

Ce que remarque par ailleurs Jérôme, c'est que devant deux choix qui se présentent au futur bache-

lier, c'est le moins onéreux qui finit souvent par être privilégié. « On leur dit qu'il existe des bourses du Crous, des aides de la Région, l'aide au transport, des places en internat pour le BTS ou des BTS en alternance, moins coûteux. » « Le problème est de trouver l'entreprise », tempère Sylvie Pruvot.

L'admission post-bac jusqu'à 26 ans

En 2016 à Colard-Noël, 50% des élèves avaient formulé un vœu pour un BTS. « Le pourcentage sera beaucoup plus bas cette année », sait déjà le conseiller. « Ça ne veut pas dire que les autres ne font rien, précise la directrice. Ça peut être, par exemple, passer le concours d'infirmière ou se diriger vers une spécialisation. » Ou entrer dans la vie active, comme cette élève d'un bon niveau scolaire que Jérôme n'a pu convaincre de choisir la voie du BTS. « L'admission post-bac, c'est jusqu'à 26 ans, rappelle Sylvie Pruvot, donc on peut travailler plusieurs années et y revenir. »

V.D.

Place aux vœux sur Internet

Le portail Admission post-bac (APB) centralise les inscriptions dans la plupart des formations de l'enseignement supérieur. Depuis le 20 janvier, tout élève de terminale peut se connecter sur le site www.admission-postbac.fr, ouvrir un dossier électronique et saisir ses vœux de formation par ordre de préférence. Attention, quelques formations, notamment du secteur paramédical, sont exclues du système. Le nombre de souhaits est limité à 24 dont 12 maximum par type de filière, par exemple 12 DUT et 12 BTS. La date limite pour entrer ses vœux est fixée au 20 mars, 18 heures. Leur ordre pourra toutefois être modifié jusqu'au 31 mai. À partir du 8 juin, le bachelier pourra consulter les premières propositions d'admission et donner sa réponse.

Ces métiers méconnus mais à l'abri du chômage

Ébénistes et tapissiers sont deux métiers qui manquent de bras, mais dont la formation est dispensée au lycée des métiers de l'ameublement qui ouvre ses portes ce samedi.

■ Cela fait 40 ans que le lycée professionnel de l'ameublement a posé ses valises rue Fleming, après avoir passé 30 années rue du Vieux-Port. Mais le diplôme des métiers d'art de l'ébénisterie, le premier à naître en province, ne date que de 1991.

Six établissements en France proposent de suivre une formation vers le plus haut diplôme qui existe en France dans les métiers d'art. Et qui assure des débouchés variés, mais nombreux. « Les secteurs d'activité sont larges pour les diplômés, assure Jean-Claude Lallement, enseignant. Il y a de réelles demandes sur nos métiers en France et en Europe. Et il y a plus d'offres d'emploi que d'étudiants formés pour un cursus complet. »

Pourtant, le lycée peine à attirer les étudiants qui sont au nombre de 200, dans une structure qui pourrait en accueillir bien plus.



Les étudiants en sculpture sur bois posent autour de leur œuvre. Photos Gaëll HERISSÉ

« Fabriquer des tables à 50 euros, c'est pas notre secteur d'activité »

Car les clichés sur la perception de ces métiers ont encore la vie dure. « Par exemple, en tapisserie, un jeune garçon est venu ici il y a quelques années en pensant qu'il allait coller du papier peint sur les murs, raconte Fatiha Souaibia, proviseur-adjoint. Il était en échec scolaire au départ. Puis il a réussi à s'exprimer et à trouver sa voie. »

Si les débouchés sont si nombreux, c'est parce que l'établissement forme des étudiants capables de travailler sur des meubles plus

finis que la menuiserie traditionnelle. « Fabriquer des tables à 50 euros, c'est pas notre secteur d'activité, concède Jean-Claude Lallement. Il y a une réelle demande sur le marché contemporain du meuble haut de gamme. »

Des débouchés promis à ceux qui vont au bout des cinq années d'en-

seignement, si l'étudiant a intégré le lycée à sa sortie de 3^e.

Si l'établissement forme dans les métiers de l'ameublement autour de l'ébénisterie, il propose également des formations à des métiers satellites autour de la sculpture sur bois, la marqueterie, l'agencement, et à la rentrée prochaine, le tour-

nage d'art. Les qualités pour réussir ? « Minutie et abnégation, car on ne réussit pas une pièce du premier coup », fait remarquer l'enseignant.

Deux qualités dont Céline, 15 ans, de Tergnier, pense disposer. Venue avec ses parents hier à l'occasion de la journée portes ouvertes, la jeune fille semble avoir été

conquise. « J'avais un peu de crainte sur les possibilités d'emplois après l'école. Mais les enseignants m'ont rassurée. » D'autres n'ont malheureusement pas montré le même entrain. Mais il reste encore une journée pour convaincre.

GRÉGOIRE BEUSCART



TROIS QUESTIONS À FATIHA SOUAIBIA

« Ce sont des métiers porteurs »

La proviseur-adjoint du lycée professionnel reconnaît que les débouchés sont nombreux pour les étudiants. Comment donner envie aux jeunes de venir dans votre établissement ?

→ C'est un confort pour les élèves de travailler ici, on est en famille. À chaque instant, l'étudiant est conseillé par ses enseignants. Il trouve son projet, sa commande. Pendant deux ans, il développe un réel savoir-faire et une communication avec les professionnels. Ils atteignent aussi un niveau d'excellence

qui n'est pas donné à tous les élèves ébénistes ou à la filière bois. Mais il y a la place pour plus d'étudiants. Et il faudrait qu'il y en ait plus car ce sont des métiers porteurs.

Quels sont les débouchés pour les diplômés en termes d'emplois ?

→ À sa sortie, l'étudiant œuvre beaucoup dans la filière du luxe, dans l'aviation, le nautisme, l'automobile, et bien d'autres. Ou il peut aussi travailler pour des particuliers plutôt aisés qui passent des commandes pour meubler leurs résidences, et qui

souhaitent acquérir une pièce unique.

Les nouvelles technologies constituent-elles une menace ?

→ Toute formation qui se veut être efficace s'adapte à la demande. Donc chaque instant, on s'adapte aux nouvelles technologies. La technicité du numérique permet d'aller plus loin. L'imprimante 3D par exemple permet de faire des petites fixations qui permettraient d'ouvrir le champ des possibles, c'est un outil supplémentaire pour nous.

Un savoir-faire en péril

Le lycée compte également un autre cœur de métier, la tapisserie. Mais son enseignement est sérieusement menacé de disparition, faute d'étudiants. « On souffre beaucoup de ce cliché qui veut que le tapissier colle du papier peint, alors que l'on a énormément de débouchés pour ce métier », regrette Catherine Auguste, enseignante. Avec à peine six élèves inscrits lors de la première année du bac professionnel, on ne se bouscule pas pour faire perdurer ce savoir-faire. « Les parents ont peur que leurs enfants n'aient pas de débouchés, alors que j'ai des élèves qui travaillent pour les avions de luxe, les grands courtiers, des châteaux ou des salles de spectacles. »

Le principal frein vient des parents d'élèves, qui privilégient le chemin classique vers un baccalauréat général. « C'est regrettable car des offres d'emploi de tapissier décorateur, il y en a des pages entières, c'est hallucinant ! », concède-t-elle. Une désaffection qui pourrait, à terme, faire disparaître cet enseignement au sein du lycée. « S'il n'y a pas de recrutement, Saint-Quentin perdra ce savoir-faire. »

ASTON

AUTOROUTE

Les péages plus chers depuis le 1^{er} février

Les tarifs avaient été gelés en 2015 après un deal des sociétés avec l'État. Ceux de la Sanef, en moyenne, suivent l'inflation de 2016.

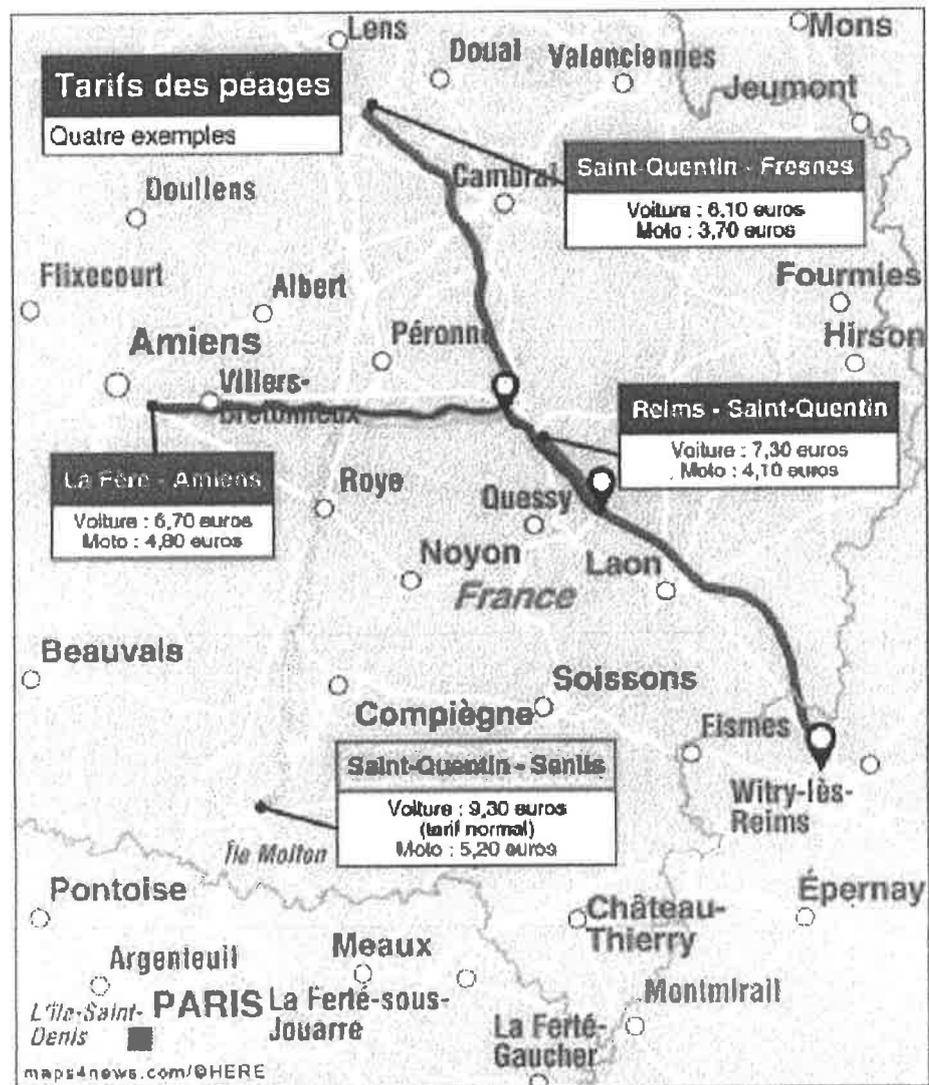
■ Comme à chaque début d'année, les tarifs des péages des autoroutes augmentent. Ainsi, depuis le 1^{er} février, ceux de la Sanef ont grimpé en moyenne de 0,58 %, soit tout juste l'inflation enregistrée en 2016 (+0,6%). Une hausse « pas scandaleuse » pour Alain Jarlaud, président de l'Automobile club de Champagne-Ardenne.

Néanmoins, depuis cinq ans et les tarifs 2012, la hausse en France s'établit à 5,11 % avec une inflation à 4,05 % sur la même période. Notons que les tarifs avaient été gelés en 2015 après un deal des sociétés avec l'État.

Majoration de 10 à 30 centimes

Et cela devrait durer car l'État a annoncé un « plan d'investissement autoroutier de 800 millions » pour 57 opérations à travers la France. En échange, les sociétés d'autoroute pourront appliquer une « faible augmentation des péages limitée de 0,1 à 0,4 % par an de 2019 à 2021 ». Un relèvement qui viendra s'ajouter à celui prévu dans les contrats de concession. De plus, il convient de souligner que ces opérations seront financées parfois à plus de 50 % par les collectivités territoriales...

Pour revenir à l'augmentation de 2017, elle cache des disparités. Certains tronçons n'augmentent pas, comme Reims-Château-Thierry



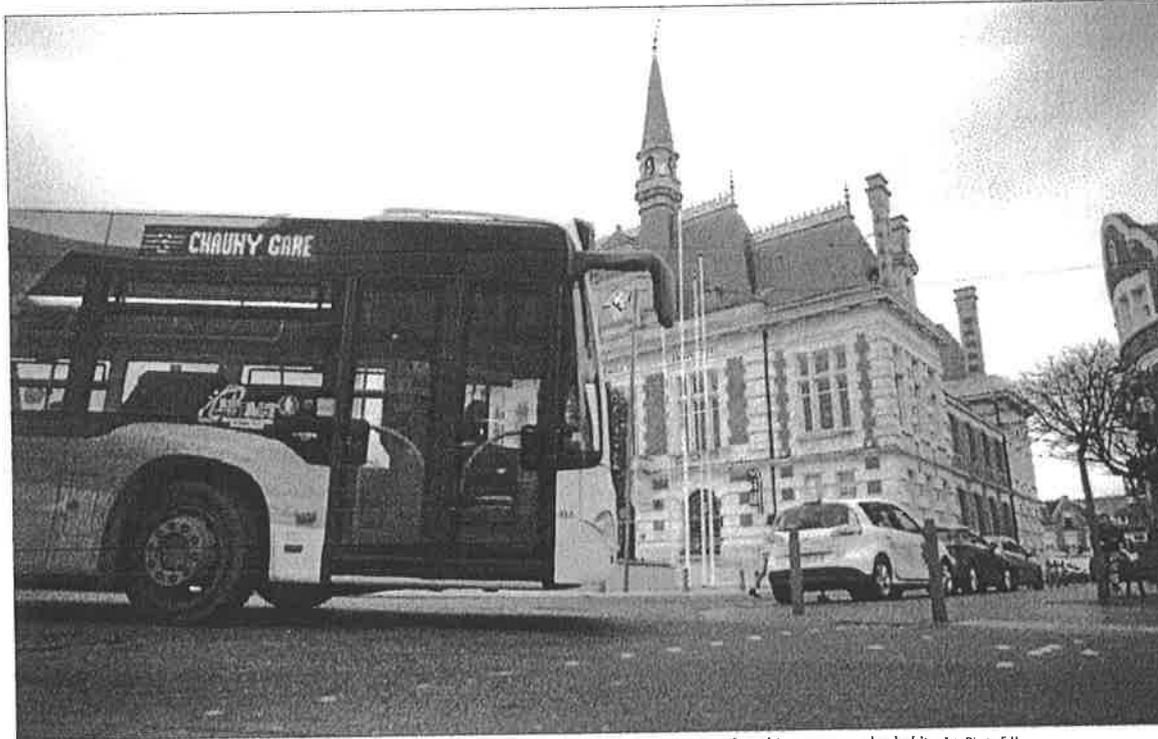
(4,30 €) ou Reims-Laon (4,20 €). Ensuite, pour les trajets à moins de 10 €, la hausse est souvent cantonnée à 0,10 €. Saint-Quentin-Lille

coûte désormais 6,10 € et Saint-Quentin-Amiens 5,60 €. Pour ceux à plus de 15 €, la majoration passe à 0,20 € voire 0,30 €.

TRANSPORTS

Les bus de Chauny-Tergnier en route vers le Laférois

La nouvelle communauté d'Agglo doit étendre le réseau scolaire aux communes du Laférois dès septembre, mais aussi ses lignes urbaines.



Les bus de ville pourraient assurer la liaison entre Chauny et La Fère dès septembre prochain. Un projet plutôt bien perçu par les habitants. Photo G.I.I.

■ Vingt ans après sa création, le petit réseau de bus parti de Chauny poursuit son chemin pour grandir encore du côté du Laférois.

Les Transports de l'agglomération Chauny-Tergnier (TACT) ont pris un premier virage en septembre dernier en reprenant la compétence transport scolaire (à la place du Département). En plus des cinq lignes urbaines, le délégataire de service public – le groupe Keolis – assure ainsi les navettes dans les vingt-quatre communes qui appartenaient jusqu'au 31 décembre 2016 à la communauté de communes Chauny-Tergnier (CCCT). Pour elles, rien ne va changer.

En revanche, ce qui va changer à la prochaine rentrée, c'est l'intégration des communes du Laférois qui appartiennent désormais à la même communauté d'agglomération que Chauny-Tergnier. Un appel d'offres a d'ailleurs été lancé pour assumer ce second virage. Le

futur délégataire, qui devrait être connu au printemps, reprendra probablement la même organisation qu'actuellement « pour éviter tout problème ». « C'est ce que nous avons fait l'année dernière quand il a fallu organiser le ramassage scolaire », indique Hugo Jarrige, l'actuel directeur des TACT.

Quoi qu'il en soit, tout doit être prêt « pour le 1^{er} septembre », annonce Dominique Ignaszak, le nouveau vice-président en charge notamment de la Mobilité.

Ce dernier à un autre dossier en cours : l'extension des lignes urbaines. Si, pour le moment, aucune délibération n'a été prise en ce sens, « il paraît assez logique de proposer le même service un peu partout », argumente l'élu. La ligne 1, considérée comme la colonne vertébrale du réseau car elle passe par Chauny, Viry-Nouveau et Tergnier, pourrait donc très bien, à moyen terme, desservir Beautor, La Fère, voire Charmes. « Il y a aussi Saint-Gobain qui est une commune impor-

tante, mais un peu plus excentrée », souligne Hugo Jarrige.

Dans le Laférois, tout le monde est favorable à ce déploiement des bus. « C'est intéressant comme perspective », commente Raymond Denneville, le maire de La Fère. « D'autant plus que beaucoup de personnes le demandent. » Maire de Beautor, Nadine Joré veut y voir quant à elle un « plus » pour ses administrés : « Ils pourront par exemple se rendre plus facilement à Chauny même si aujourd'hui, ils peuvent déjà y aller en autocar. » La notion de territoire deviendrait alors plus concrète pour nombre d'habitants.

Le vice-président de l'Agglo aimerait bien que cette extension soit mise en place dès le... 1^{er} septembre. « Si on peut faire tout en même temps, ce serait mieux. On verra bien. »

Le double projet semble sur la bonne voie.

LUDOVIC QUILLLET

La fréquentation en hausse de 12 % en 2016

En assurant depuis septembre 2016 le transport scolaire sur le territoire de la communauté de communes (24 communes), le TACT s'est par la même occasion assuré une meilleure fréquentation. « Nous avons enregistré environ 265 000 voyages sur toute l'année, soit une progression de 12 % par rapport à 2015. Les lignes 4 et 5, qui desservent Tergnier, sont passées de 13 000 à 25 000 voyages », se félicite le directeur Hugo Jarrige. La hausse est d'ailleurs surtout visible depuis la dernière rentrée... La ligne 1, celle reliant Chauny à Tergnier en passant par les zones commerciales de Viry-Nouveau, reste de très loin la plus prise avec 207 000 voyages en 2016. Quant aux recettes, elles sont relativement stables puisque les 1 400 élèves bénéficiant d'une carte scolaire ne paient pas leur aller-retour (sauf exception).

POINT DE VUE

Etes-vous intéressés par la future extension du réseau ?



GEOFFROY GRIFFON
De La Fère

Cela fait tellement longtemps qu'on en parle que je n'y crois plus. Si cela devait se concrétiser, ce serait évidemment mieux qu'actuellement car pour aller à Chauny ce n'est pas toujours pratique. Il y a bien un car qui passe mais c'est relativement cher, autour des 4 euros je crois. Et le train, c'est parfois galère.



ALINE ET DANIEL GRÉGOIRE
De Charmes

Pour le moment, nous nous déplaçons en voiture, mais à l'avenir ça pourrait nous être utile. L'extension du réseau de bus serait une bonne chose car il y a beaucoup de gens qui n'ont pas de moyen de locomotion. Parfois, on emmène d'ailleurs des personnes âgées qui doivent se rendre à Chauny par exemple.



JOSETTE WIERZBINSKI
De Beautor

Sur le principe, je trouve ça plutôt bien, mais à titre personnel cela ne me concerne pas vraiment. Vous savez, à mon âge (79 ans), je n'ai plus besoin de me déplacer d'autant plus qu'il y a près de chez moi une grande surface. Mais quand je dois aller à Chauny par exemple, je demande à ma fille qui habite Tergnier.



CHANTAL ET J.-PIERRE GEBBLEUX
De Fargniers

À l'avenir cela pourrait effectivement nous servir d'autant plus que l'un de nous deux n'a pas le permis (Madame). Et puis, pour aller faire nos courses à Beautor, ce serait peut-être plus rentable d'y aller en bus car les tarifs sont accessibles. Ce serait en tout cas une bonne chose pour le territoire.

ACHA01.

SAINT-QUENTIN

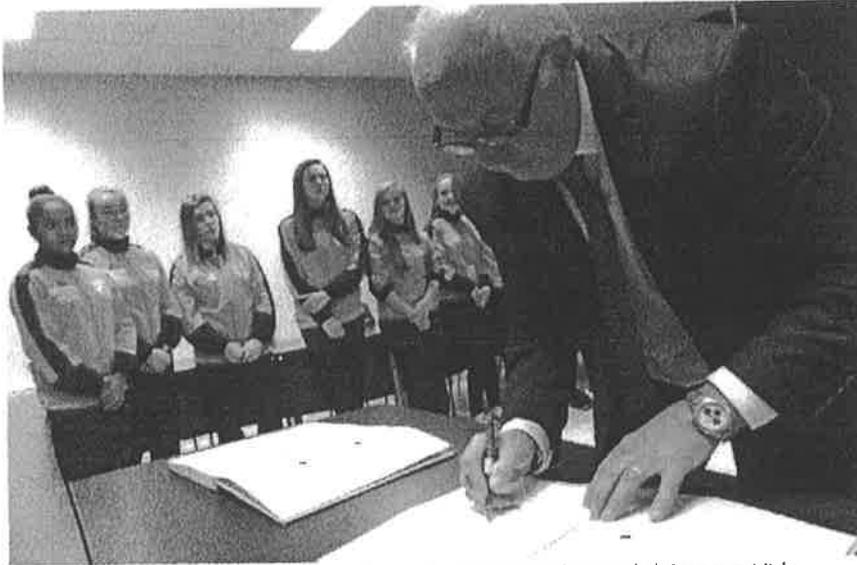
Première saison réussie pour les lycéennes footballeuses

Le lycée Condorcet accueille cette année pour la première fois onze jeunes footballeuses en sport études. Une convention en leur faveur a été signée jeudi.

Marie, Manon, Axelle et Sophie étudient toutes en classe de seconde ou de première au lycée Condorcet. Mais avec un emploi du temps aménagé, puisque les quatre jeunes filles pratiquent le football à haut niveau, et ont donc intégré la section sport étude de football féminin, qui a commencé à la rentrée.

Les mardis, jeudis et vendredis, trois entraînements, d'une heure trente chacun, sont intégrés à leur emploi du temps, de 17 h 30 à 19 heures. « Les mardis et jeudis, nous nous entraînons souvent à Rouvroy, et les vendredis à Gauchy », expliquent les quatre supportrices du Paris-Saint-Germain, originaires de Saint-Quentin, Rouvroy ou Villers-Cotterêts.

Il fallait donc une convention pour entériner tout ça, entre les différentes municipalités qui accueillent les jeunes filles, le Gauchy Crugies Saint-Quentin FC dont elles portent les couleurs le week-end, ou le district de football. C'est fait depuis jeudi 2 février. « Elles sont libérées un peu plus tôt que prévu sur le temps scolaire, et non après les cours, souligne le proviseur de



La signature d'une convention a été nécessaire, en raison du nombre de maires et de structures impliquées avec les lycéennes en sport études.

Condorcet, Giovanni Sorano. Nous mettons à leur disposition nos équipements sportifs. Elles défendent les

couleurs du club, mais aussi celles du lycée. » En espérant intégrer l'équipe senior du club, ou bien

être détectées. « On ne leur dit pas, mais il y a souvent des gens qui viennent les voir lors des matches »,

PLUS DE 100 ÉLÈVES EN SPORT ÉTUDES

Le lycée Condorcet accueille actuellement 120 élèves en sport études. Le football masculin (avec l'Olympique saint-quentinois) et le basket (avec le SQBB) ont été les premières disciplines à en bénéficier, suivies il y a quelques années par le cyclisme (avec le Vélo club amateur), et depuis cette saison par le football féminin.

confie leur entraîneur, Emmanuel Pietryk.

Devant de nombreux élus, le proviseur en a profité pour réitérer une demande. « Nous avons un projet de terrain synthétique, car celui en goudron n'est pas adapté aux entraînements. Nous avons une surface à côté du gymnase qui pourrait être utilisée. J'exprime mes vœux pour qu'une solution soit trouvée entre collectivités. »

D'autant plus que l'an prochain, le contingent de footballeuses en sport études devrait s'agrandir. « L'objectif, c'est qu'elles soient vingt-cinq, chiffre Giovanni Sorano. Les concours d'entrée aura lieu au mois d'avril. » ■ BENJAMIN MATHIEU

TERGNIER

SNCF : les syndicats contre une politique à 2 vitesses

L'intersyndicale cheminote CGT, FO et Sud Rail s'est mobilisée ce jeudi, jour de grève, pour dénoncer une précarisation des emplois et des statuts.

■ Dans le cadre du préavis de grève national le 2 février à la SNCF, lancé par la CGT, l'Unsa et Sud Rail, une cinquantaine de cheminots actifs ou retraités se sont retrouvés ce jeudi vers 9 heures devant le technicentre Picardie.

Sur le piquet de grève, la CGT en force, en compagnie de représentants de FO et Sud Rail, a fait part de ses craintes face aux annonces d'embauche pour 2017 et à la précarisation du travail.

En décembre, à Lille, Guillaume Pépy avait annoncé 534 emplois pour les Hauts-de-France, en soulignant que les recrutements se faisaient tantôt au statut, tantôt en CDI, mais jamais en CDD. « Ce qu'il oublie de dire, c'est qu'il n'hésite pas à avoir recours à l'emploi précaire, avec des pourcentages inacceptables d'intérimaires dans nos établissements pour réaliser les charges de travail », pointe Stéphane Hardy, secrétaire général CGT des cheminots de Tergnier-Laon et Saint-Quentin.

Pour SNCF Mobilités (sur les cinq départements), 184 personnes devraient être recrutées, dont 24 opérateurs de production fret (technicentres) et 30 ingénieurs pour la maintenance du matériel roulant (EMT) [également 70 conducteurs et 60 contrôleurs]. Côté SNCF Réseau, 245 personnes pourraient arriver. Autant d'éléments qui vont dans le sens d'une pérennisation des activités d'après le président des trois branches de la SNCF. Mais, « à ce jour, nous observons le contraire », avance le leader de la CGT. « Pour preuve, à l'Infra pôle, la direction affirme sans scrupule baisser les effectifs et avoir recours de plus en plus à l'intérim et à la sous-traitance. À l'EVP, nous pouvons affirmer qu'il n'y aura pas



Un piquet de grève a été organisé devant le technicentre.

d'embauche, ni à la vente ni à l'escale. Peut-être dû au projet de création d'un établissement pur TER qui regrouperait la vente, l'escale et les contrôleurs avec la polyvalence des agents. »

Délocalisation des conducteurs à Saint-Quentin

Autre crainte, dans « les mois à venir », il est prévu de délocaliser les conducteurs de Tergnier à Saint-Quentin. « Que va-t-il rester comme cheminots sur le bassin ternois ? », s'interroge le leader syndical. Peut-être uniquement ceux du technicentre.

« Au technicentre, c'est les mêmes constats, avec une perte d'effectif d'environ 25% depuis 4 ans. Nous avons terminé l'année 2016 avec un record de 100 intérimaires sur le site pour environ 325 cheminots restants. Qu'allons-nous devenir ? Où allons-nous finir notre carrière ?

Nous devons réagir maintenant », martèle le secrétaire général.

Et de réclamer de l'embauche au statut de tous les intérimaires présents sur le site et dans les autres services...

Face au risque de délocalisation des activités, la mairie, par la voix de Christian Crohem, le premier magistrat, a redit qu'elle serait aux côtés des cheminots. La députée de la circonscription Marie-Françoise Bechtel, par l'intermédiaire de Fabrice Benard, attaché parlementaire, a témoigné aussi de soutien et veille à l'évolution du technicentre. « Elle regrette de voir la SNCF conditionner les 5 nouveaux emplois actés à ce jour sur 10 possibles [...] à l'amélioration des résultats, alors que le technicentre de Tergnier dispose du label européen de centre de qualité et est un établissement performant », a fait savoir la parlementaire.

T.V.

L'écologie, l'atout Charmes... du village

CHARMES Dans la continuité de ses actions, la commune se lance dans l'obtention d'un label « éco-école ».

La ville de Charmes est en passe de devenir une commune écologique par excellence. Après les journées de l'environnement, la fête du miel, la distribution de poules aux habitants ou encore la gestion des déchets de la cantine, les écoles se lancent dans l'obtention du label « Eco-École ». C'est en mairie que, jeudi soir, une réunion était programmée autour de l'obtention du label, réunion largement suivie par les acteurs concernés.

Élèves, parents d'élèves, représentant du Sirtom, agent d'animation, enseignants, élus et agents des espaces verts se sont rassemblés

Et ce, autour d'une personne, Muriel Merat-Feys, chargée du développement durable et de l'environnement et première adjointe. Il s'agissait pour l'heure de dégrossir le programme éco-école et ses objectifs, qui seront définitivement mis en place dès la rentrée prochaine.

UN LABEL INTERNATIONAL

Le label international a vu le jour il y a une dizaine d'années. Porteurs de projets, les élèves sont le moteur et la force des réalisations, actifs au sein du comité de pilotage et leur implication est fondamentale.

Une charte sera signée entre tous les intervenants et acteurs-actifs, avec pour objectifs la prise de conscience du volume des déchets, l'impact sur l'environnement, le cycle des déchets, leurs familles et les déchets dit invisible (vieux jouets, piles, cartouches d'encre.) Sept étapes serviront de fil conducteur au projet : l'alimentation, la bio-diversité, l'eau, l'énergie, la santé, les déchets et la solidarité. Le cap des opérations « nettoyons la nature » est donc largement dépassé, et les futurs éco-citoyens grandiront maintenant concrètement dans un environnement de développement durable et de protection de l'environnement.

Blog de l'école, site internet de la mairie et bulletins municipaux serviront de supports à la diffusion de leurs actions, et tous espèrent éveiller les consciences en mon-



La politique de développement durable menée par Muriel Merat-Feys a contaminé toute la commune...

trant l'exemple. Nul doute : l'aventure écologique est véritablement en marche à Charmes... ■

UNE COMMUNE SUR TOUS LES FRONTS DE L'ENVIRONNEMENT

La municipalité de Charmes s'inscrit dans une politique de développement durable et de protection de l'environnement. Projet de réduction de l'éclairage public, gestion différenciée des espaces verts ou encore réduction du gaspillage alimentaire à la cantine.

Ménée en partenariat avec le SIRTOM, une étude a permis de mettre en lumière les habitudes et comportements alimentaires des élèves. Pesée, poubelles adaptées, apprentissage du tri et composteur ont changé les mentalités et les déchets avoisinent maintenant des quantités infimes.

Quant aux enfants du périscolaire, ils récoltent, depuis quelques semaines, les instruments d'écriture usagés (bâton de colle, feutres, stylos, correcteur, marqueurs...). Acheminés chez Terracycle, ces collectes sont pesées et leurs poids transformés en points, eux-mêmes transformés en euros, offerts à des associations.

En 2016, c'est l'association "rire médecin", qui a bénéficié des fruits de la collecte des enfants. Quant à la commune, elle poursuit son objectif et proposera prochainement rue des Bourgmestres, des containers de récupération et de tri.

Le dessin de Chaunu



Un bon fil(l)on pour Macron

L'éditorial
de Carole Bouillié

Week-end politique dans la capitale des Gaules ! Alors que le pugnace François Fillon est à terre, Emmanuel Macron est entré dans l'arène, galvanisé par les derniers sondages qui le donnent présent au second tour de la présidentielle face à Marine Le Pen.

Le timing est parfait pour cet Ovnî de la politique, cet inclassable qui avance avec dextérité dans la campagne. Il faut bien dire que les vents lui sont favorables. À gauche, primaire ou non, depuis plus de 40 ans, l'inflation de candidats est une tradition républicaine. Une gauche dispersée, donc, mais bien ancrée sur ses valeurs socialistes portées par le candidat PS Benoît Hamon. À droite, la primaire est un véritable fiasco digne d'un scénario de film catastrophe. Les Républicains vivent des heures terribles à essayer de convaincre François Fillon de son impossibilité à se maintenir, tout en essayant de trouver un plan B qui n'ouvre pas une nouvelle

Des radicaux,
aux gaulistes en passant
par les centristes. Macron
compte bien convaincre

crise politique au sein du parti. Cela ne fait pas de doute, l'ambiance est meilleure à Lyon.

En plein Penelopegate, « En Marche » est porté par ce qui constitue son ADN : le renouveau politique, des idées neuves, des hommes neufs et de la transparence. Pour se présenter à des élections, les candidats d'« En Marche » devront s'engager à « être en règle avec l'administration fiscale », on pense à Cahuzac, et « ne pas embaucher contre

rémunération des membres de sa famille »... Le Penelopegate, quel que soit son dénouement judiciaire, est l'affaire de trop pour les Français. Le doute s'est immiscé et crier au complot ne fonctionne plus. Pour prétendre à la plus haute fonction de l'État, un candidat doit être irréprochable sur le plan du droit comme sur celui de la morale. Servir plutôt que

de se servir... Au-delà des valeurs, Emmanuel Macron devra parvenir à s'adresser au plus grand nombre pour se défaire de son image de banquier et de porte-parole des entrepreneurs. Pour être « En Marche », il ne faut laisser personne sur le bord de la route. Sa rivale Marine Le Pen le sait bien.

Le dessin de Chaunu



À chacun son Super Bowl

L'éditorial
de Carole Bouille

Certes les New England Patriots et les Atlanta Falcons étaient bien à Houston, au Texas la nuit dernière et pas à Lyon. Les cheerleaders, Lady Gaga, les 110 millions de spectateurs et les 5 millions de dollars pour trente secondes de spot publicitaire qui vont avec ont enflammé l'Amérique, mais chez nous, ce n'était pas mal non plus. Les candidats ont tout donné, ils ont mouillé la chemise, ils ont assuré le spectacle. Deux jours non-stop de show politique parfaitement orchestré.

C'est Emmanuel Macron qui a ouvert le bal au palais des sports de Gerland, seul au milieu de la salle comme un boxeur sur le ring. Macron le rebelle, l'homme du renouveau, l'affranchi de la bipolarité politique. Dans la foulée, Benoît Hamon, investi par le PS à la Mutualité, a redonné espoir à une gauche complètement

Quel week-end les amis ! En France aussi nous avons eu le droit à notre Super Bowl... politique.

Nos candidats sont engagés dans une course à l'anti-système. Qui sera le plus rebelle, frondeur,

perdue. Un frondeur candidat, un rebelle là encore qui veut bousculer les codes, décidément. Pas le temps de s'ennuyer et c'est Mélenchon qui entre en scène(s). L'insoumis, le magicien, a prouvé à la France son don d'ubiquité. En meeting à Lyon, il est apparu à ses fidèles à Aubervilliers grâce à un hologramme assez désopilant. Mélenchon, encore un rebelle, un ex-ministre, ex-sénateur, ex-député européen mais 100% anti-système. Lui emboitant immédiatement le pas, Marine Le Pen, plus patriote que jamais, a clos le défilé politique avec un discours très sombre. Plongeant la salle dans une atmosphère bleu nuit, mettant dans le même sac deux démons «totalitaristes» : les banquiers et les jihadistes.

Tout au long du week-end, les candidats ont fait chauffer l'applaudimètre. Les Français attaquent la semaine hagards, épuisés par tant de programmes, de promesses, de fougues rebelles et de mises en scène. Mais rassurez-vous, aujourd'hui c'est Fillon qui revient !

POLITIQUE

François Fillon : la sanction

SONDAGE Devancé par Macron en plus de Le Pen, le candidat LR paye l'affaire des présumés emplois fictifs.

François Fillon demeure -pour l'instant?- le candidat des Républicains à l'élection présidentielle. Dix jours après le début de l'affaire des présumés emplois fictifs concernant son épouse et deux de ses enfants, le compte à rebours de son renoncement semble se rapprocher un peu plus de son terme. Car, dans ce premier sondage réalisé par BVA (pour Orange et la presse régionale dont votre quotidien) après le déclenchement des révélations, François Fillon reçoit la première sanction: il n'est plus qualifié pour le second tour de la présidentielle en mai prochain!

FILLON RECULE
Alors qu'il était crédité de 24% d'intentions de vote début janvier, dans la précédente mesure de BVA, François Fillon n'en récolte plus que 18% dans la même configuration (avec François Bayrou candidat). Ce dévissage de 6% le place, dans tous les cas de figure, en troisième position, derrière Emmanuel Macron, et à portée de Benoît Hamon. Le doute s'est installé. Et même dans sa famille politique. En janvier, les trois quarts des sympathisants LR lui accordaient leur voix. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 62%. 17% des électeurs LR iraient vers Marine Le Pen et 14% vers Emmanuel Macron. Et même chez ceux qui accordent encore leur confiance à l'ancien Premier ministre, la moitié (53% exactement) affirment pouvoir encore changer d'avis alors qu'ils n'étaient que 36% voilà trois semaines...

GROSSE ABSTENTION FACE À LE PEN
En dépit de tous ces vents contraires (et en raison de la marge d'erreur, lire ci-dessous), BVA a tout de même

mesuré un duel avec Marine Le Pen. Si Fillon l'emporte (60%, alors que Chirac avait fait 82% en 2002 lors de l'unique présence d'un candidat FN au 2nd tour de la présidentielle), un tiers des sondés préfèrent alors ne pas se prononcer. Sachant que dans un duel Macron-Le Pen, ils ne sont que 19% à rester muets, cette attitude résonne comme un profond désaveu pour Fillon...

2 MACRON EN HAUT DE L'AFFICHE
Par le jeu des vases communicants, Emmanuel Macron se retrouve pour la première fois dans un sondage BVA sur la deuxième marche du podium grâce à ses 21 ou 22% (selon la présence ou non de François Bayrou) d'intentions de vote. L'ancien ministre de l'Économie récupère un peu de voix de Fillon mais surtout 36% des sympathisants socialistes! Assurément des partisans de la ligne Vallis, déçus du résultat de la primaire...

D'ailleurs, Macron apparaît comme le « candidat par défaut », 30% des sondés se positionnant en sa faveur expliquent leur choix par un « c'est le moins pire de tous » assez interpellant sur sa force de persuasion. Si Macron veut se maintenir au soleil, il doit encore convaincre, via un programme, les 58% de ses électeurs potentiels qui peuvent encore changer d'avis.

3 HAMON, L'AUTRE GAGNANT
Son succès à la primaire de la gauche, dimanche dernier, a été éclipsé par le retentissement médiatique du « Fillon Gate ». Néanmoins, en un mois, Benoît Hamon passe de 6 à 16% (avec François Bayrou) ou 17% (sans Bayrou) des intentions de vote. Un bond qui lui permet de prendre le dessus sur Jean-Luc Mé-

lenchon comme leader de la gauche. Mélenchon perd un à deux points (11 à 11,5%) par rapport à janvier. D'ailleurs, en se rapprochant de Fillon et de Macron, Hamon redonne espoir à son camp: 60% des sympathisants de gauche jugent qu'il serait le plus légitime pour porter une candidature unique à gauche contre 30% à Mélenchon (lire ci-contre). La gauche au second tour, hypothèse invraisemblable en début d'année, n'apparaît plus utopique... Mais le plus dur reste à faire: confirmer en entretenant cette dynamique. Hamon va ainsi devoir rapidement

+10 points

C'est le gain de Benoît Hamon depuis la mesure de janvier: il est passé de 6 à 16% d'intentions de vote et même à 17% (sans Bayrou)

exister dans la campagne, sous peine de voir son électorat s'évanouir.

4 NI PLUS, NI MOINS, POUR LE PEN
Les soucis d'emplois présumés fictifs d'assistants de Marine Le Pen et du FN au parlement européen ne semblent pas avoir de prise sur son électorat. Elle peut toujours compter sur un électeur sur quatre (25%) et garde la symbolique tête au premier tour. Surtout, 75% de ses électeurs sont certains de leur choix, le plus haut niveau des postulants à l'Élysée. La difficulté de Marine Le Pen réside toujours dans le plafond de verre du second tour: la candidate du FN serait perdante face à Emmanuel Macron (34% contre 66%) comme contre François Fillon (40% contre 60%). ■ FREDERIC GOURS

CANDIDAT UNIQUE RÉCLAMÉ À GAUCHE MAIS...

La candidature unique à gauche, certains en rêvent depuis 1974 et le soutien du PCF à François Mitterrand dès le 1^{er} tour... Le PS et ses alliés ayant désigné leur candidat unique, la question va se faire plus pressante. Et elle motive. La moitié des sondés (52%) de cette mesure BVA y sont favorables. Mais, chez les sympathisants de gauche (enclins à 85%), cette volonté se heurte à la question de l'identité du candidat. Ils sont aussi nombreux à prôner l'union quelle que soit la personnalité retenue (42%) qu'en y mettant une réserve selon son nom (43%). Cette question du leadership divise les sympathisants de gauche. Si, dans leur ensemble, ils désignent Hamon (60%) plutôt que Mélenchon (30%) ou l'écologiste Jadot (9%), le choix diffère selon la sensibilité. Pour les sympathisants du PS, Hamon serait le plus légitime (72%) pour cette candidature unique, les sympathisants de la gauche en dehors du PS sont beaucoup plus partagés: 45% pour Mélenchon et 43% pour Hamon. Pas gagné...

RÉALISÉ LE 1^{ER} ET 2 FÉVRIER

• Sondage réalisé par BVA-Salesforce pour Orange et la presse régionale auprès d'un échantillon de 955 Français inscrits sur les listes électorales, interrogés par internet les 1^{er} et 2 février 2017.
• Sachant que ce sondage se base sur les 640 personnes certaines d'aller voter, la marge d'erreur est de 3,2% pour les intentions de vote à 20%. Ainsi, un candidat affichant 20% se situe entre 16,8 et 23,2% d'intentions.

PRÉSIDENTIELLES 2017



LES INTENTIONS DE VOTE - AU 1^{ER} TOUR

Candidats	Hypothèses	
	Avec François Bayrou	Sans François Bayrou
Nathalie Arthaud (LO)	0,5%	0,5%
Philippe Poutou (NPA)	0,5%	0,5%
Jean-Luc Mélenchon (PG)	11%	11,5%
Yannick Jadot (EELV)	1%	1,5%
Benoît Hamon (PS)	16%	17%
Emmanuel Macron	21%	22%
François Bayrou (MoDem)	5%	-
François Fillon (LR)	18%	20%
Nicolas Dupont-Aignan (DLF)	2%	2%
Marine Le Pen (FN)	25%	25%

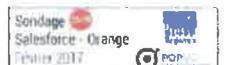
10% n'ont pas exprimé d'intention de vote pour le scénario « avec ».
11% n'ont pas exprimé d'intention de vote pour le scénario « sans ».



LES INTENTIONS DE VOTE - AU 2ND TOUR



Sondage BVA-Salesforce-Orange-POP 2017 - Presse Régionale dont notre journal réalisé du 1^{er} au 2 février 2017.



Le dessin d'Alex

APRÈS CLAUDE FRANÇOIS, MÉLENCHON EN HOLOGRAMME



LA CITATION DU JOUR

« C'est pas compliqué, en politique, il suffit d'avoir une bonne conscience, et pour ça il faut avoir une mauvaise mémoire. »
Coluche



La mode du « dégage »

L'éditorial
de BERTRAND MEINSEL

Un choc d'opinions à Lyon ! Après Macron samedi, Mélenchon et Le Pen s'y affrontaient hier par meetings interposés, pendant qu'Hamon resté à Paris essayait de lancer sa campagne. Tous sont de fervents critiques du « système » reprenant à leur manière le slogan du « Dégage » adressé aux vieilles barbes des partis. Macron excepté, ils ont pourtant au minimum 20 ans de carrières d'apparatchiks et d'élus bien installés dans leurs partis. Mais faire du neuf avec du vieux est un réflexe dans le « système », y compris à droite. Il n'y a pas besoin d'aller chez les candidats à l'élection présidentielle pour retrouver ces professionnels, cette « caste » selon certains. Nos élus de proximité sont nombreux à y faire carrière, cumulant les fonctions, accumulant les mandats successifs et les décennies. Chez nos députés picards, plusieurs briguent ainsi un sixième mandat, voire le titre de doyen de l'Assemblée à 80 ans. Si la mode du « Dégage » était si réelle et ancrée chez tous nos concitoyens, ils n'auraient guère d'espoir. Il y

a fort à parier pourtant qu'on retrouvera une bonne partie de nos actuels parlementaires réélus en juin, malgré l'image si déplorable qu'ils auraient dans l'opinion. Les électeurs ont souvent deux faces : une exigence de morale et d'intégrité lorsqu'ils sont interrogés sur les généralités et sur la France ; et un vote local bien moins radical et plus pragmatique. Une réponse à un courrier, une poignée de main, une invitation, être reconnu et se faire appeler par son nom ou son titre, autant de petites attentions qui suffisent souvent à attendrir le citoyen pour privilégier son élu de proximité archiconnu, plutôt que son adversaire dont on aime bien les idées, mais qui débute. Même les casseroles judiciaires ont rarement empêché une réélection pour peu que le travail de proximité soit fait. Il faut de l'expérience pour être un bon élu, mais aussi pour être élu. Cette proximité, parfois clientélisme, est le nerf de nos circonscriptions et de notre système politique. La capacité réelle de prise de risque de l'électorat pour donner un coup de balai à tout une classe politique reste à prouver en mai. Et la peur de l'inconnu risque bien de faire vite déga-ger cette envie dès juin... ■

Les électeurs ont deux faces : une exigence de morale et un vote local bien moins radical

Le dessin d'Alex

GENEVIÈVE DE FONTENAY RALLÈ EMMANUEL MACRON



Dans les cuisines

L'éditorial
de BERTRAND MEINNEL

La cuisine électorale chauffe ce week-end à Lyon. Marine Le Pen lève le voile sur son programme en 144 engagements, Emmanuel Macron précisait hier son identité politique dans un stade avant de dévoiler prochainement son « contrat ». Et cet après-midi Jean-Luc Mélenchon va se partager simultanément en hologramme 3D de Lyon jusqu'à Aubervilliers. Tous les candidats mettent les bouchées doubles, rendus encore plus gourmands par l'entrée ratée de François Fillon. Il n'arrive pas à en faire digérer les ingrédients ni à expliquer clairement sa recette du « Penelopegate ». Si pour lui, c'est la faute des convives qui ne comprennent rien ou comptent, ses concurrents s'en donnent à cœur joie pour les attirer à leur table. C'est justement le défi du petit dernier, le candidat PS-Belle alliance populaire, Benoît Hamon. Tout neuf ou presque dans la sphère des ténors, lui aussi brille dans les sondages et fait reculer Mélenchon, obligé donc de se dédoubler. À peine sorti de la primaire, le nouveau candidat de la prési-

dentielle a toutefois quelques examens de passage à réaliser avant de confirmer qu'il est bien un poids-lourd. Dès ce matin, Hamon doit confirmer son élan devant la convention d'investiture à Paris, alors que ses appels du pied aux écoles et à Mélenchon ne reçoivent qu'un écho plus ou moins poli. Face aux assemblées de Lyon, pas sûr que la petite salle prévue et la maigre brochette de ministres et éléphants du PS impressionne. Et son envie de faire la synthèse avec d'autres candidats de la primaire de gauche ne compense pas son refus d'assumer le bilan du mandat Hollande. Une position qui sera dure à tenir dans la durée, même si les élus PS

Face aux ténors en scène ce week-end à Lyon, Hamon doit confirmer son élan devant la convention

n'ont pas migré en masse vers Macron. Ils sont trop attachés à leurs places et au ronronnement du parti pour faire leur révolution et prendre des risques. Mais leur attentisme timoré ne va guère booster une campagne de gauche qui ne fait que commencer et où par comparaison l'expérience du leader de la France insoumise peut devenir précieuse. Pour concrétiser son « futur désirable », Hamon va désormais devoir prouver qu'il saura continuer à se faire désirer par l'électorat de gauche, au moins aussi divisé et infidèle que celui de la droite. ■

Le dessin d'Alex

MARINE LE PEN LANCE SA CAMPAGNE



Avantage Macron

L'éditorial
de MICKAËL TASSART

À voir le sort réservé à François Fillon, on en vient à se demander ce qui va bien pouvoir arriver à Emmanuel Macron, nouveau dauphin de Marine Le Pen selon un sondage publié aujourd'hui par le Courrier picard. Pour l'heure, porté par les vents favorables (les mêmes qui vont faire chavirer Fillon), il trace sa route, droit devant. Débarrassé de Manuel Valls, il ne risque même plus d'être débordé sur sa gauche. Non, vraiment, toutes les étoiles sont alignées pour faire briller la sienne. On le dit brillant, d'ailleurs. Mais envisageait-il un tel scénario le jour où il a claqué la porte du gouvernement pour se lancer, seul, dans l'aventure ? Hollande qui abdique, Sarkozy sorti du jeu, Fillon dans la panade... Macron n'a même pas besoin d'éviter les obstacles, ils s'effacent d'eux-mêmes avant d'avoir à les affronter. Arrivé comme un cheveu sur la soupe dans cette campagne, Macron est en train de réaliser le hold-up parfait. Si le rêve éveillé

se poursuit, il pourrait devenir le premier président de la République totalement inconnu du grand public deux ans avant d'entrer à l'Élysée. Du jamais vu.

Ce sondage, qui prédit donc l'élimination au premier tour de François Fillon, montre aussi qu'Emmanuel Macron ne bénéficie pas d'un vote d'adhésion mais constitue un choix par défaut. Normal, dans ce jeu de massacre qu'est devenue la campagne électorale, ceux qui tiennent debout finissent par tirer les marrons du feu. Mais Macron, jusqu'ici peu disert sur un programme qu'il distille avec parcimonie, ne pourra

Dans ce jeu de massacre, ceux qui tiennent debout finissent par tirer les marrons du feu

plus se contenter de compter les points. L'improbable scénario qui est en train de prendre corps va le contraindre à modifier sa stratégie de communication. S'il avait imaginé doubler ses concurrents par la corde, il n'envisageait peut-être pas le faire aussi tôt dans la campagne. Pour continuer sa route, il doit passer du statut de « choix par défaut », voire chimère, à celui d'alternative crédible. En prenant soin d'éviter les pièges qui, tôt ou tard, vont le rattraper. ■

POLITIQUE

MÉLENCHON DÉFIE LE PEN ET FAIT FEU SUR MACRON

En chair et en os à Lyon et sous forme d'hologramme à Aubervilliers : Jean-Luc Mélenchon a provoqué Marine Le Pen, également en meeting à Lyon, et a malmené Emmanuel Macron.

Pour ce double meeting inédit, une première en direct pour un homme politique, il y a eu 18 000 spectateurs répartis dans les deux villes, dont près de 4 000 devant des écrans à l'extérieur à Lyon, malgré la pluie, selon les organisateurs. Et environ 60 000 personnes ont regardé le meeting via Facebook ou Youtube, de même source. Alors que les équipes d'Emmanuel Macron ont revendiqué près de 16 000 personnes, samedi, dont 8 000 difficiles à comptabiliser à l'extérieur, et celles de Marine Le Pen « plus de 5 000 », hier, cette bataille d'affluence a aussi de l'importance pour un Jean-Luc Mélenchon souhaitant donner un coup d'accélérateur à sa campagne, gêné à gauche par l'arrivée du socialiste « frondeur », Benoît Hamon.

Marine Le Pen a encore salué le Brexit ou l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche

Jean-Luc Mélenchon avait présenté l'événement, consacré aux « frontières de l'humanité » comme une « réponse » à « l'obscurantisme » de Marine Le Pen. Il a traité, hier, la présidente du FN d'« ignorante » pour son refus de scolariser des enfants d'étrangers en situation irrégulière à l'école publique. Mais c'est contre le candidat d'« En Marche ! », crédité de sondages encore plus flatteurs depuis les difficultés de François Fillon, que le candidat de « La France insoumise » a finalement axé son discours. Appelant ses troupes à se méfier des « champignons hallucinogènes qui poussent dans la jungle politique et la bulle médiatique », Jean-Luc Mélenchon a interrogé : « Où sont leurs pro-



« Si ceux venus en France voulaient vivre comme chez eux, il leur suffisait de rester chez eux », a martelé Jean-Luc Mélenchon à propos de son compte des éléments de son programme. AFP

grammes ? » Comme pour montrer que lui en avait un très complet, « l'Avenir en commun », il a alors déroulé une vingtaine de ses 357 propositions, celles consacrées à l'éducation, la culture, le numérique, la mer et l'espace.

« LA FRANCE DU PEUPLE CONTRE LA DROITE DU FRIC, LA GAUCHE DU FRIC »

De son côté, Marine Le Pen, candidate Front national à la présidentielle, a lancé, hier, sa campagne à Lyon, vantant son « patriotisme » face aux « deux totalitarismes », économique et religieux, et se posant

contre la droite et la gauche « du fric ». Elle s'est présentée, en ouverture, comme candidate « de la France du peuple contre la droite du fric, la gauche du fric », visant François Fillon et Emmanuel Macron. « L'actualité récente en a apporté une démonstration éclatante », a-t-elle ajouté, référence



Marine Le Pen. De son côté, sans jamais le nommer, Jean-Luc Mélenchon a reproché à Benoît Hamon d'avoir repris à son compte des éléments de son programme. AFP

aux soupçons d'emplois fictifs de la femme et de deux enfants du candidat de la droite. En une heure de discours, la fille de Jean-Marie Le Pen a réaffirmé son souhait d'une présidentielle-référendum entre son « camp », celui des « patriotes », et les « mondialistes », « choix de civilisa-

tion ». Marine Le Pen est apparue sur scène à 15 heures après un clip de campagne la présentant, sur fond de paysages naturels ou de déplacements de campagne, en mère, femme, avocate et désormais femme politique. « Oui, je veux remettre la France en ordre ! », y a affirmé-t-elle. ■

BENOÎT HAMON : « JE NE SUIS PAS L'HOMME PROVIDENTIEL »

Investi candidat, hier, par le PS, Benoît Hamon a adopté depuis son entrée en campagne un style décontracté mêlé d'autodérision qu'il entend bien imposer comme sa vision - frondeuse - de la présidentialité. « Je ne suis pas l'homme providentiel. Pas de chance, hein ? Non seulement je ne le suis pas mais je ne le demande surtout pas », a-t-il dit à La Mutualité, rejetant ce « costume ».

En décembre, alors qu'il n'était encore que le troisième homme de la primaire à gauche, Benoît Hamon, 49 ans, s'était affiché parlant état d'urgence, vote blanc ou nucléaire entre deux frites trempées dans de la sauce harissa dans un kebab du XIX^e arrondissement. Avec ses « euh » quand il cherche parfois ses mots devant les micros, son anorak de tempête, ses interviews où il parle rap ou football, Benoît Hamon cherche à apparaître comme le « boy next door » (ndlr : le voisin de palier normal) sincère et accessible », selon la formule du député européen Emmanuel Maurel.

Entre spontanéité et improvisation, il contraste avec son rival de la primaire, Manuel Valls, rompu aux exercices de commu-

nication jusqu'à en perdre sa spontanéité, et au style plus classique. Parti avec l'intention de donner un coup de pied à « la vieille politique », Benoît Hamon brocarde le diktat vestimentaire des candidats à la présidentielle, quitte à se livrer à un spectacle d'autodérision.

« J'ai changé de costard... Il paraît que je ne faisais pas assez président », « Mais c'est quoi faire président ? », s'interrogeait Benoît Hamon en meeting à Lille, avant le second tour de la primaire.

« Les gens qui vont voter en ont peut-être un petit peu marre du conventionnel, du classisme (...) et plébiscitent celui qui oserait enfin dire certaines vérités, parler des sujets qui dérangent », explique-t-il. D'ici à la présidentielle, celui que les barons du PS surnommaient avec mépris « P'tit Ben » entend faire la preuve que le costume n'est pas trop grand pour lui. Lors de sa visite à François Hollande à l'Élysée, jeudi, Benoît Hamon a bien souligné avoir discuté « de grands sujets » internationaux et diplomatiques. Cette fois, les boutons étaient fermés et la cravate strictement nouée.

BAYROU RÉCLAME LE RETRAIT DE FILLON

François Fillon veut tenter de reprendre la main dans la tempête née de soupçons d'emplois fictifs, alors qu'une partie de la droite cherche un éventuel plan B. Après un week-end où Emmanuel Macron, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon ont fait assaut de meetings et où Benoît Hamon a lancé sa candidature, le candidat de la droite se prépare à s'expliquer longuement aujourd'hui. Hier, François Bayrou, qui soutenait Alain Juppé pour la primaire et serait prêt à « l'aider » s'il revenait dans le jeu, a considéré que « les Français pensent, et je pense comme eux », que François Fillon « n'a pas d'autre solution » que de se retirer. Il a vu dans cette affaire « une atteinte à la décence », en contradiction avec un programme demandant « des sacrifices » et rend « impossible une candidature, une campagne ».

POLITIQUE

MACRON GALVANISE SES TROUPES À LYON

Environ 8 000 personnes se sont entassées dans le palais des sports de Gerland pour acclamer le candidat d'« En Marche » qui a prononcé un discours à teneur très politique.

Macron, président ! », « On va gagner ! », « On t'aime... Vent dans le dos depuis plusieurs semaines, Emmanuel Macron a fait une démonstration de force, hier à Lyon, lors d'un meeting de plusieurs milliers de personnes au cours duquel il a parlé valeurs, distribuant bons points à droite et piques à Benoît Hamon, sans dévoiler de nouvelles propositions. Voyant la preuve « d'envie » et « d'enthousiasme » dans la présence, selon les organisateurs, de 8 000 personnes à l'intérieur du Palais des sports et de plusieurs milliers d'autres devant des écrans géants à l'extérieur, il a fait un discours de plus d'une heure et demie, alors que Marine Le Pen tenait sa convention présidentielle dans la même ville.

« Certains prétendent aujourd'hui parler au nom du peuple mais ce ne sont que des ventriloques »

Emmanuel Macron

Revenant sur sa vision du clivage gauche-droite dans un « moment » d'histoire « grave » où « partout la tentation du repli, de la fermeture gagne du terrain », il a lancé en allusion aux critiques sur son positionnement : « Je ne vous dis pas que la gauche et la droite, ça n'existe plus, que c'est la même chose... Mais ces clivages dans les moments historiques sont-ils indépassables ? », a-t-il interrogé, citant la bataille pour la contraception, la légalisation de l'avortement, la loi de 1905 ou le discours de Jacques Chirac au Vél d'Hiv.

Rendant un hommage appuyé à Philippe Seguin, qui fut le mentor de François Fillon, Emmanuel Macron a cité « l'attachement européen indéfectible » des centristes, le « gène du rassemblement » des gaullistes ou la défense de la laïcité par les radicaux, de gauche et de droite. Emmanuel Macron a semblé se voir déjà vainqueur, parlant plusieurs fois de « notre quinquennat », ne lésinant pas sur le lyrisme, y compris pour rendre hommage à son épouse, assise en face de lui, regard embué. « Vous pourrez dire "J'étais là !" », avait-il lancé plus tôt, au micro, à l'extérieur, à des personnes ne pou-



Hier, une deuxième enquête d'affilée, réalisée par BVA-Salesforce, a donné Emmanuel Macron au second tour de la présidentielle avec 21-22 % d'intentions de vote et finalement vainqueur face à Marine Le Pen (66 %-34 %) dans la course à l'Élysée. AFP

vant rentrer, dont de nombreux jeunes, venus parfois « par curiosité ».

Le meneur d'« En Marche » a invité ses troupes à « ne pas siffler » ses adversaires, notamment, sans le nommer, François Fillon, car « on ne rassemble pas avec des sifflets ». Il n'a pas manqué non plus de mentionner ses soutiens présents dans la salle comme les académiciens Erik Orsenna et Marc Lambron, le mathématicien Cédric Villani, l'économiste Elie Cohen ou l'internationale de foot Wendy Renard.

BENOÎT HAMON PAS ÉPARGNÉ

À moins de trois mois du premier tour, il a annoncé un « engagement » de campagne « en trois mots qui prennent leur souffle dans une histoire plus ancienne que la République : liberté, égalité, fraternité ». Il a décliné ces notions en revenant sur des éléments de programme distillés depuis plusieurs semaines, sur l'emploi, la santé, la culture, ou

la « menace terroriste ». Critiquant le Front national, qui parle « de père en fille, de fille en nièce », Emmanuel Macron a considéré qu'« ils ne

parlent pas au nom du peuple » mais « au nom de leurs aïeux ». Et au socialiste Benoît Hamon, Emmanuel Macron a réservé plusieurs piques.

FRANÇOIS FILLON POURSUIT SON OPÉRATION SURVIE

Entre pressions externes et tractations en coulisses autour d'un délicat « plan B », François Fillon poursuit sa contre-attaque pour tenter de survivre au scandale d'emplois présumés fictifs de son épouse voire de deux de ses enfants, avant une semaine qui s'annonce décisive. « Je resterai inébranlable », « Je tiendrai bon » : dans un message vidéo publié vendredi soir sur Facebook, le candidat Les Républicains à la présidentielle s'est adressé directement aux militants et aux sympathisants de droite. « Je mesure ce que vous vivez. J'ai parfaitement conscience de ce que vous endurez : les attaques qui sont lancées, la pression que vous subissez, les doutes que certains cherchent à instiller et le trouble que tout cela suscite », leur a dit François Fillon. C'est ce cœur de son électorat, celui qui semble pour l'heure résister au décrochage dans les sondages, que vise l'ancien Premier ministre.

« Est-ce que ces faits valent l'idée de renvoyer tout d'un coup le candidat en disant "On va faire autrement et laisser la gauche continuer à diriger la France" ? », a demandé le député Eric Woerth, conseiller politique de François Fillon. Selon un sondage BVA-Salesforce diffusé hier, François Fillon, qui caracolait

MARINE LE PEN MET À JOUR SON PROGRAMME

Pas de révolution, mais quelques évolutions sémantiques : Marine Le Pen, à Lyon pour deux jours d'« Assises présidentielles » le même week-end qu'Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon, a dévoilé, hier, ses « 14 engagements » dans le contexte de l'affaire Fillon. Marine Le Pen a réuni plus d'un millier de partisans, dans une salle à moitié vide, au Palais des congrès. Son moment fort du week-end, avec 4 000 à 10 000 personnes attendues selon les sources, est prévu aujourd'hui, à 15 heures, premier de ses dix meetings jusqu'au premier tour. Marine Le Pen, en tête des sondages de premier tour et donnée présente mais battue au second, a dévoilé sept grands thèmes de campagne : une France « libre », « sûre », « prospère », « juste », « fière », « puissante » et « durable ». Dans ce fascicule de 24 pages, des continuités : deux référendums rapides, le premier constitutionnel avec notamment « la priorité nationale » ; le second pour « récupérer » les quatre « souverainetés », budgétaire, territoriale, monétaire et législative.

notamment sur le revenu universel d'existence, qu'il a assimilé au RSA actuel. « Il est un peu de gauche, un peu de droite, ça m'est égal », a expliqué Marie-Colette, éducatrice de 63 ans, appréciant qu'Emmanuel Macron veuille « mettre un coup de pied dans la fourmière » et « amener quelque chose de nouveau ».

dans les enquêtes d'opinion après son triomphe à la primaire de la droite, serait éliminé si l'élection avait lieu aujourd'hui. Au premier tour de la présidentielle, Marine Le Pen (25 %, stable) et Emmanuel Macron (21-22 %, en hausse) devancent désormais François Fillon (18-20 %) qui a perdu en un mois quatre à six points, d'après cette enquête. Le « plan B » est dans toutes les têtes, et beaucoup privilégieraient l'hypothèse Alain Juppé, rival défilé de Fillon au second tour de la primaire de novembre, qui a pourtant par deux fois refusé d'être une alternative. François Baroin, le patron de l'Association des maires de France, est bien vu parmi les parlementaires mais pourrait semer la zizanie chez la flopée de quadras et quinquas aux grandes ambitions : Bruno Le Maire, Laurent Wauquiez, Xavier Bertrand, Nathalie Kosciusko-Morizet, Valérie Pécresse, etc. Hier, un nouveau parlementaire a « lâché » François Fillon. Pour Thierry Benoit, député centriste, l'ancien Premier ministre « n'est pas en mesure de faire campagne de manière sereine. Ses messages sont brouillés, parasités. Il doit prendre une décision forte » et renoncer.

Plus de transparence sur les élus

Hasard du calendrier, en pleine affaire Fillon, de nouvelles règles pour contrer la « défiance » et renforcer la transparence aux élections ont été présentées mercredi à l'Assemblée, tandis que le Sénat planche sur le financement des partis. Dans une enquête de 2014 Ipsos/Steria, 65 % des personnes interrogées jugeaient que « la plupart des hommes et des femmes politiques sont corrompus » et 84 % qu'ils « agissent principalement pour leurs intérêts personnels ».

« En finir avec le leitmotiv "tous pourris" » : est l'objectif des députés socialistes et écologistes « réformistes » à l'origine d'une série de propositions de loi, déposées depuis plusieurs semaines. Elles ont peu de chances d'être adoptées définitivement avant la fin des travaux du Parlement fin février.

Tout en rappelant les avancées du quinquennat Hollande pour plus de transparence et contre la corruption (non-cumul des mandats, création de la Haute Autorité de transparence de la vie publique, publication des déclarations d'intérêts et de patrimoine des parlementaires...), les signataires, dont le candidat à la présidentielle Benoît Hamon ou le patron à l'époque des députés PS Bruno Le Roux (devenu ministre de l'Intérieur), entendent « aller plus loin dans la moralisation de la vie politique ».

Soutenue par l'association de lutte contre la corruption Anticor, l'obligation de casier judiciaire vierge a fait l'objet d'une pétition en ligne qui a recueilli près de 150 000 signatures jusqu'à présent. Du côté des actuels candidats à la présidentielle, Emmanuel Macron (En marche !) ou Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France) ont notamment plaidé en ce sens. Sauf surprise, le texte devrait être adopté. Les quelques élus LR et UDI présents en commission la semaine dernière avaient exprimé leur soutien.



Une autre proposition PS, qui remonte à septembre 2015, concerne les modalités de dépôt de candidature aux élections. Elle vise à éviter les « candidats malgré eux », inscrits pour gonfler des listes.

Un dernier texte vise à soumettre les membres du Conseil constitutionnel à l'obligation de déclarer leurs intérêts et patrimoine. De son côté, le Sénat examine un texte PS devant « renforcer les obligations comptables des partis », qui devrait être adopté avec notamment le soutien des centristes et LR. Partis et groupements politiques devront « transmettre à la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) l'ensemble des informations sur les emprunts » contractés. Pour la publication des comptes, la commission devra notamment indiquer les montants des emprunts « ventilés par catégories de prêteurs, types de prêts et par pays d'origine des prêteurs, ainsi que l'identité » des prêteurs.

Le vide se fait autour de François Fillon

François Fillon tente de poursuivre sa campagne électorale malgré un soutien qui se délite.

Le président du Sénat Gérard Larcher a annoncé hier que la Haute Assemblée transmettrait « dans les plus brefs délais » des documents réclamés par le parquet financier sur les emplois de Marie et Charles Fillon, qui ont également été rémunérés par leur père quand il était sénateur.

« Ardennes, tiens ferme ! », c'est pourtant l'attitude martiale affichée par le candidat de la droite, qui était jeudi à Charleville-Mézières, au soir d'un déplacement dans le département où il a semblé parfois absent, accablé depuis dix jours par les révélations initiées par *Le Canard Enchaîné*.

« François Fillon paie le fait qu'il n'a pas su bien rassembler »

Rachida Dati

François Fillon a demandé à ses troupes de « tenir 15 jours », le temps que l'enquête du parquet national financier, dont les auditions se multiplient, vienne à son terme. Mais, sans compter les francs-tireurs de son camp, la gauche et le Front national qui l'accablent, les troupes des

5,4

Quelque 5,4 millions de téléspectateurs, soit 21,5 % de l'audience, ont suivi l'enquête sur Penelope Fillon dans *Envoyé spécial*, jeudi soir sur France 2, selon des chiffres de Médiamétrie, un score exceptionnel pour cette émission.

Républicains semblent hésiter. Plusieurs députés LR ont déclenché les hostilités : le sarkozyste Georges Fenech, le premier à dégainer mercredi, suivi de peu par le juppéiste Philippe Gosselin, ainsi que le sénateur sarkozyste Alain Houpert. L'ancienne garde des Sceaux Rachida Dati, avec qui les relations sont glaciales, estimait hier que Fillon « paie le fait qu'il n'a pas su bien rassembler » et des « erreurs de communication ». Même parmi ceux qui devraient constituer le dernier carré, le soutien se lézarde. François-Noël Buffet, sénateur filloniste, « comprend que les gens soient choqués par de telles sommes », dans un entretien à Télé Lyon Métropole. « Ne rien dire allégrement quelque peu la suspicion ou les interrogations. » Hier matin, l'un des piliers du camp Fillon, Gérard Lar-

cher, président du Sénat, a démenti sur Twitter une information de *l'Obs* selon laquelle il se chargerait vite de « débrancher » le candidat en grande difficulté. Car en coulisses, on s'active à la recherche de solutions. À quelques mois des législatives, les parlementaires LR vont retourner ce week-end en circonscription où les réactions des électeurs pourraient être fraîches. Pour plusieurs ténors du parti, la messe est dite, au vu de l'avalanche d'éléments chargeant Fillon. « Il a une tonne de fonte dans l'estomac », commente l'un d'entre eux. D'après ces sources, M. Fillon refuse catégoriquement de s'effacer pour l'instant, mais il y sera de toute façon contraint et forcé s'il s'obstine, dit-on.

Le « plan B » est dans toutes les têtes, et beaucoup privilégient l'hypothèse Alain Juppé, rival défait de Fillon au second tour de la primaire de novembre, qui a pourtant par deux fois refusé d'être une alternative.

François Baroin, le patron de l'Association des maires de France, est bien vu parmi les parlementaires mais il pourrait semer la zizanie chez la flopée de quadras et quinquas aux grandes ambitions : Le Maire, Wauquiez, Bertrand, Péresse, etc. ■

POLITIQUE

QUI SERA "EN MARCHÉ" OU "INSOUMIS" ?

THIÉRACHE Les mouvements d'Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon doivent trouver un candidat aux législatives.

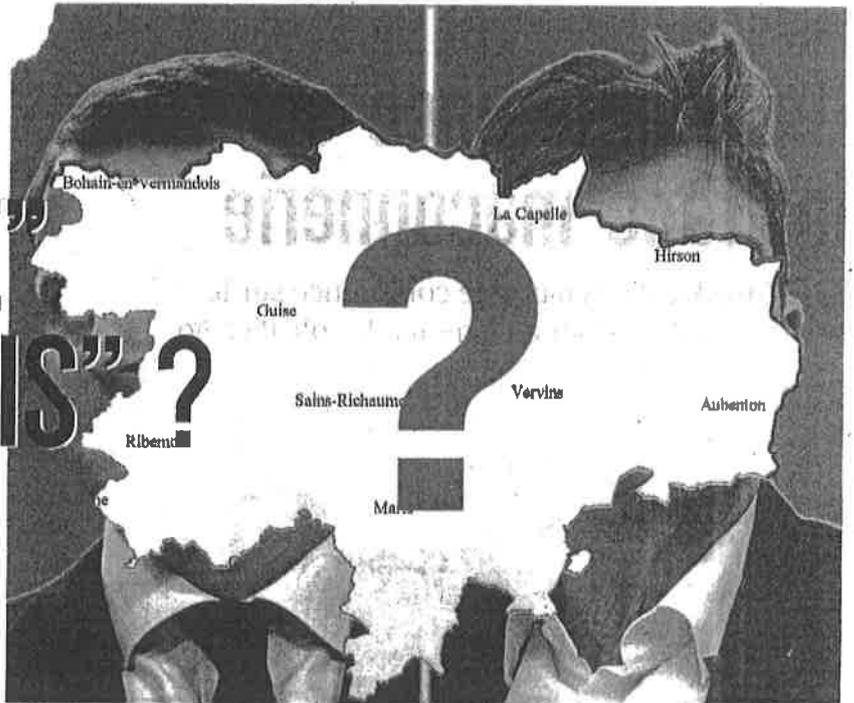
Ils ont promis un candidat dans chaque circonscription des législatives. Les mouvements En marche d'Emmanuel Macron et La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon doivent donc trouver un représentant en Thiérache, la 3^e circonscription de l'Aisne. Pour l'instant, aucun n'a son champion. Au sein de La France insoumise, le comité électif du mouvement, qui se réunit tous les week-ends à Paris, a déjà doté 390 circonscriptions de leurs candidats (titulaire et suppléant), sur les 577 que compte le pays. Dans l'Aisne, trois binômes sont déjà déclarés, mais pas en Thiérache. Un groupe d'appui à Jean-Luc Mélenchon et à La France insoumise s'y trouve pourtant, à Franqueville, entre Vervins et Sains-Richaumont. Les soutiens venus de toute la Thiérache s'y rassemblent, ils sont une dizaine selon Yannick Desse, conseiller municipal à Franqueville et référent de ce comité.

"QUELQU'UN IRA"
Lui-même n'est « pas partant » pour envoyer sa candidature au mouvement, mais « il y a quelqu'un qui ira je pense », confie-t-il, sans plus de détails pour l'instant. La réunion du



"Je ne me présenterai pas en Thiérache, non. À Saint-Quentin, je me pose la question."

Mike Plaza, responsable des Jeunes avec Macron, originaire de Thiérache groupe Franqueville avec Jean-Luc Mélenchon, qui décidera de la présentation ou non d'un candidat, se tiendra le jeudi 16 février. De l'autre côté de la gauche, le mouvement En marche, n'a pas de comité de soutien en Thiérache. Le membre le plus actif du secteur, responsable des Jeunes avec Macron dans l'Aisne, Mike Plaza, a quitté Étreux pour Saint-Quentin. « Je ne me présenterai pas en Thiérache, non, assure-t-il. À Saint-Quentin, je me pose la question. Ce n'est pas anodin comme décision. Je suis en train de prévoir un plan de financement et une équipe éventuels. »



En Marche!

LA FRANCE INSOUMISE

Aucun des deux mouvements n'a pour l'instant de candidat déclaré dans la 3^e circonscription de l'Aisne, en Thiérache. Infographie L'Union

Les candidats n'ont pas forcément à être des soutiens déclarés du mouvement d'Emmanuel Macron. N'importe quel citoyen peut proposer sa candidature pour représenter En marche aux élections législatives. Il

suffit d'en faire la demande sur le site internet. « Les dossiers restent confidentiels, même pour moi, explique Cyril Thirion, le représentant du mouvement dans l'Aisne. Il n'y a que la commission nationale qui y a

accès. » Celle-ci ne se réunira pas avant le mois de mars pour investir tous ses candidats d'un coup. En attendant, impossible de savoir si un Thiérachien marchera en juin. ■
CLAIRE MARTIN-DELOZANNE

LE CANDIDAT DE LA FRANCE INSOUMISE POURRAIT ÊTRE UN COMMUNISTE

Yannick Desse, qui fait partie du groupe d'appui à Jean-Luc Mélenchon en Thiérache, explique que le candidat soutenu par La France insoumise pourrait être un adhérent du parti communiste. Ginette Devaux, responsable de la section du Parti communiste d'Hirson, ne parle pas pour autant de candidature commune. La France insoumise « c'est un mouvement, pas un

parti, expose-t-elle. Pour avoir le label, il faut que le candidat signe une charte ». Les communistes comptent toujours présenter un candidat, qui devrait être désigné par les adhérents la semaine prochaine ou la suivante. Ce sera à lui de décider ou non de signer la charte de La France insoumise. « Ce n'est que lui ou elle que ça regarde », résume Ginette Devaux.